

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Vers le Front Unique (*P. Vaillant-Couturier*). — En Russie Soviétique : La Situation Financière (*A. Ker*). — L'opposition ouvrière devant la Conférence de Moscou (*Albert Treint*). — Après la Conférence de Berlin (*N. Lenine*). — Les perspectives du Front Unique (*G. Zinoviev*).

La Conférence des Trois Internationales (*Karl Radek*). — Discours de *Tasca* au Congrès de Marseille. — La Tactique des Communistes Allemands (*H. Jamin*). — Les Prisonniers politiques (*M. Boukhanine*). — Au secours du Proletariat torturé (*Henry Lehmann*). — La Vie Economique (*M.*).

Vers le Front Unique

L'IDÉE du front unique fait son chemin. Répondant à un besoin profond de la classe ouvrière, elle ne peut tarder à s'imposer. Aussi, devant la gravité des circonstances extérieures, le devoir des adversaires et des partisans du front unique me semble-t-il aujourd'hui de faire trêve de querelles et d'envisager — tout amour-propre abandonné — les moyens pratiques d'application d'une tactique qui, suivant qu'on l'emploiera à temps ou trop tard, peut être salutaire ou désastreuse pour le Parti.

Ce qui a fait le plus de tort à l'idée du front unique quand l'Internationale l'a proposée à la discussion de la section française, ça été le moment où elle s'est imposée à l'attention des Fédérations.

On quittait Marseille au milieu du relent épouvantable de ces « cuisines » dont parlait Frossard ; les tendances, longtemps noyées sous les apparences de l'unanimité, émergeaient aux yeux stupéfaits de la plupart des délégués fédéraux. Au cours des débats des déviations communistes graves, s'étaient affirmées et des questions de personnes, démesurément grandies pour les besoins de la cause, semblaient avoir envahi la discussion.

Le moins qu'on puisse dire du Congrès de Marseille, c'est que l'état d'esprit qui en sortait n'était pas enclin à l'objectivité.

Les quelques initiés qui avaient compris les

débats du Congrès et qui les avaient conduits ou suivis couchaient sur leurs positions et les uns témoignant pour l'Internationale d'un amour sans mesure, tandis que les autres l'assuraient de leur considération distinguée, il était fatal qu'un minimum de clairvoyance présidât aux débats à venir.

Cela ne manqua pas d'arriver.

Il est regrettable, en effet, qu'un organisme n'existe pas dans le parti, chargé préalablement à toute discussion, de transmettre en les expliquant impartialement les suggestions du Comité exécutif de la III^e Internationale.

L'effort d'explication n'a même pas été entrepris. Il y avait des textes dira-t-on. Combien de sections les eurent entre leurs mains à temps ? Quel est l'état de nos services d'archives et de publications internationales ? Le front unique fut-il jugé sur pièces authentiques ou sur tels articles polémiques armés de citations tronquées ? Reconnaissons que les adversaires du front unique manœuvrèrent bien, prirent, toutes influences dehors, l'avantage de l'offensive et le gardèrent.

J'avoue, pour ma part, avoir dès l'abord considéré la question du front unique comme un *sujet trop grave pour en faire une arme de tendance*, au risque de déformer son sens véritable et profond aux yeux de nombreux camarades trop enclins à ne voir dans les tendances que les hommes. Je n'invoque encore aujourd'hui, en ce qui le concerne, la question

de discipline envers l'Internationale qu'avec prudence et dans la mesure où je vois certains de ses adversaires se servir de l'hostilité au front unique comme d'une machine de guerre contre le Comité exécutif.

Mais je ne voudrais pour rien au monde qu'au profit d'une idée que je partage, dès militants s'inclinassent sans comprendre, comme ils semblent l'avoir fait jusqu'ici en sens inverse.

Je suis persuadé, en effet, que la grande masse des éléments ouvriers du parti de ceux qui ne sont ni fonctionnaires ni élus, sent obscurément la nécessité du front unique, mais que voyant certains de ses meilleurs orateurs et de ses écrivains s'obstiner à combattre la tactique nouvelle, elle hésite et se dit que tel ou tel, qui s'oppose au front unique, devant avoir de bonnes raisons pour cela, il faut le suivre et refouler des aspirations qu'il juge si dangereuses.

La classe ouvrière dans ses masses profondes est en effet passionnée d'union, Sa pauvreté, ses souffrances, sa faiblesse lui imposent de se sentir les coudes.

Si le Parti prétend au titre d'avant-garde de la classe ouvrière, il doit regarder en dehors de lui, tout autour de lui, derrière lui.

Le Parti ne doit pas vivre dans une sorte de contemplation curieuse de son nombril.

Que me sert de me prétendre intransigeant, si je reste chez moi ? Robinson, dans son île déserte, pouvait aisément se considérer comme le plus intransigeant des hommes...

Ce n'est qu'au feu des actions de masses, dans les tumultueuses exigences des luttes quotidiennes qu'un parti comme le nôtre peut éprouver et prouver son intransigeance.

Sa vie doit être ardente, multiple, diverse et basée non pas sur l'unique discussion des étroites questions intérieures, mais bien sur l'observation et l'éducation de ces mouvements profonds qui brassent la classe ouvrière. Aller aux masses n'a pas d'autre sens. Il n'y a pas d'autres conditions au commencement d'une action positive révolutionnaire de la part du Parti.

Je viens de relire toutes les critiques opposées dans la section française, à l'idée du front unique. Certaines s'inspirent de raisons d'opportunité, d'autres sont basées sur une confusion, volontaire ou non, entre le front unique et l'unité d'organisation, la plupart ne s'appuient que sur une démagogie facile qui

est aussi loin de l'esprit communiste que la rue Lafayette du Kremlin.

C'est, en général, l'argument d'inopportunité qui frappe le plus.

Le Parti dans sa grande masse, n'est pas, dit-on, suffisamment préparé, n'a pas une culture doctrinale suffisante pour aller vers le front unique sans danger.

Remarquons en passant que ce sont ceux-là même, qui trouvaient étrange qu'à Moscou nous ayons déclaré le Parti « insuffisamment communiste », qui font état de cet argument.

Constatons ensuite que ce sont ceux que nous avons eu quelque peine à entraîner avec nous dans la III^e Internationale, hors des bras des social-démocrates, qui semblent éprouver les plus grandes craintes à l'idée d'un rapprochement momentané.

Se sentent-ils donc si peu affermis dans leurs convictions communistes, *si peu différents* de leurs adversaires ou auraient-ils dépassé — tout est possible — l'Internationale elle-même en sentiments communistes ?

Je ne crois pas, pour ma part, qu'une foule ouvrière, après avoir entendu Paul-Boncour et Renaud Jean sur la question de la défense nationale (à laquelle toute défense de classe se ramène en définitive) puisse les confondre aisément. Ce qui rend dangereuse la pratique du front unique, ce n'est pas l'ignorance de la masse (que nous ne contestons pas), c'est *bien plutôt le communisme encore incertain de quelques meneurs*. Je pense, moi, que — le front unique une-fois réalisé — le danger viendra de ceux-là seuls qui, tout en regrettant publiquement chaque fois qu'ils le peuvent la scission de Tours, se déclarent adversaires de l'unité de front à l'heure présente.

C'est contre eux que nous aurons à lutter quand, rejetant sur nous la responsabilité du front unique, *ils se retrouveront partisans de l'unité d'organisation* comme ils l'étaient hier.

Quand ils dénoncent le front unique comme le retour à l'unité d'avant Tours, ceux-là montrent leur incapacité à voir autre chose dans ce front unique que la renaissance de leurs chères erreurs et avec une ardeur iconoclaste de néophytes, ils démolissent l'idole redoutable que leur remords et leur inquiétude viennent de fabriquer. Constaté le manque d'éducation du Parti et ne point entreprendre cette éducation à l'occasion du front unique, c'est tourner dans un cercle vicieux.

Puisque partisans et adversaires du front

unique dénoncent l'ignorance du Parti et l'incompréhension de ses masses organisées, qu'ils s'appliquent donc, les uns et les autres, à les atténuer.

La tactique du front unique ne saurait offrir d'inconvénients *avec une direction politique fermement communiste* du Parti.

Je craindrai toujours davantage pour ma part les « hasards » d'une période électorale, que ceux d'un front unique constitué malgré certains intérêts particuliers, pour des buts concrets, temporaires et limités entre des organisations d'esprit bourgeois et des organisations d'esprit prolétarien et révolutionnaire.

Ne perdons plus de temps désormais, car nous y perdons des hommes tous les jours.

N'imitons pas le maître d'école de la Fontaine qui fait à l'écolier qui se noie un bel et bon discours sur son imprudence.

Devant la volonté de défense de la classe ouvrière qui se cherche, la démagogie de secte perdra ses droits.

La force morale et les succès décisifs dans le combat reviendront au Parti qui se portera résolument le premier en avant et lancera le mot d'ordre à toutes les autres organisations prolétariennes ou qui se prétendent telles.

Ne laissons à personne le soin d'utiliser contre nous une idée lancée par l'Internationale dont nous constituons une section.

Cessons de nous livrer aux petits jeux de société des pronostics pessimistes, et puisqu'une occasion nous est offerte par la bourgeoisie de tenter l'aventure, efforçons-nous de dresser l'unanimité du prolétariat organisé et jusqu'aux éléments flottants contre la guerre menaçante.

Dans cette occasion, le seul Parti communiste — négateur de la défense nationale — peut avoir un programme net. Aucune confusion ne peut se glisser dans l'esprit de personne. Qui donc, sur ce terrain, se refuserait chez nous à une action que les circonstances imposent et que le succès justifiera ?

P. VAILLANT-COUTURIER.

EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

La Situation Financière

La nouvelle politique économique des Soviets, inaugurée le 23 mars 1921 par le décret qui substituait l'impôt alimentaire au régime des réquisitions, a suscité une série de dispositions juridiques qui forment aujourd'hui un ensemble complet et cohérent. Les mesures financières sont venues en dernier lieu, après que les décrets visant l'agriculture, l'industrie et le commerce eurent produit leurs premiers effets d'ordre financier.

L'ancienne politique

Au lendemain de la Révolution d'octobre, les bolcheviks ne s'orientèrent pas immédiatement vers l'abolition de l'argent. Mais la fermeture des banques, la suppression des comptes courants, l'obligation pour l'Etat de financer les industries nationalisées amenèrent bien vite une formidable circulation de papier-monnaie accompagnée d'une dépréciation de la valeur nominale du rouble.

Sans s'être jamais leurrés de l'espoir d'abolir en quelques années l'économie monétaire du capitalisme, les bolcheviks étaient pourtant parvenus en 1920 à réduire à tel point le rôle de la monnaie, que l'on

pouvait, — à condition d'être en règle avec les règlements soviétiques sur le travail obligatoire, — vivre en Russie pendant des mois sans éprouver le besoin d'avoir en poche le moindre kopeck.

Les commissariats et les institutions fonctionnaient sans budget. A l'abolition des impôts, survenue en 1919, succédaient en 1920 la suppression de la Banque d'Etat et au 1^{er} janvier 1921 la gratuité des services publics : chemins de fer, tramways, postes, etc. Le logement, le chauffage et l'éclairage étaient déjà réduits et les salaires étaient navés en nature.

Mais cette politique, qui avait abouti à une inflation monétaire formidable, atteignant au 1^{er} janvier 1922 le chiffre de 17 trillions de roubles, devenait impossible dès que la Russie était appelée à sortir de son isolement pour rentrer dans le concert mondial.

Rétablissement de la Banque d'Etat

Dans le but de financer l'économie nouvelle et d'assurer la vie des entreprises ainsi que les échanges avec l'étranger, le gouvernement russe a rétabli la Banque d'Etat par le décret du 5 octobre 1921.

La Banque, qui a reçu de l'Etat un capital de départ, commande et contrôle les entreprises nationalisées ; elle contrôle aussi les banques coopératives, qui jouent un rôle éminent dans le commerce intérieur et extérieur ; en outre, elle perçoit les impôts, exécute des opérations de trésorerie pour le compte du Commissariat des Finances et détient le monopole des relations avec les banques étrangères.

La Banque est gérée selon des méthodes commerciales, c'est-à-dire qu'elle doit faire face à ses frais généraux et, si possible, réaliser des bénéfices. A la différence des institutions similaires, elle ne fonctionne pas comme banque d'émission, le Commissariat des Finances s'étant réservé le droit d'émettre le papier-monnaie.

Le Budget

Après avoir fonctionné pendant trois ans sans budget ni prévisions budgétaires, le gouvernement soviétique a établi pour les neuf premiers mois de l'année 1922 un budget en roubles-or. En raison de la baisse continue du rouble, la Banque d'Etat fixe au début de chaque mois la parité entre le rouble-or et le rouble-papier. Les tarifs de salaires se trouvent relevés automatiquement et proportionnellement à la baisse du rouble-papier.

Le budget de 1922, semblable en cela au budget de la plupart des autres Etats, se trouve déficitaire dès son origine, puisque, en regard de 1.900 millions de dépenses, on n'a pu prévoir que 1.600 millions de recettes ; en fin d'exercice, le déficit réel sera d'ailleurs beaucoup plus grand.

Les revenus proviennent du rendement de l'industrie nationalisée et des transports, du loyer des usines concédées et des impôts, institués depuis peu, et qui frappent exclusivement les entreprises industrielles et commerciales, les ouvriers étant exonérés de toute contribution.

L'Etat tirera aussi des ressources appréciables de la mise en vigueur d'un tarif douanier, adopté le 14 février. Le charbon, les engrais, les machines agricoles, les vivres et les produits de première nécessité ne sont soumis à aucun droit ; les produits métallurgiques supportent une taxe modérée ; les chaussures et les produits textiles devront payer des tarifs relativement élevés.

La Crise financière

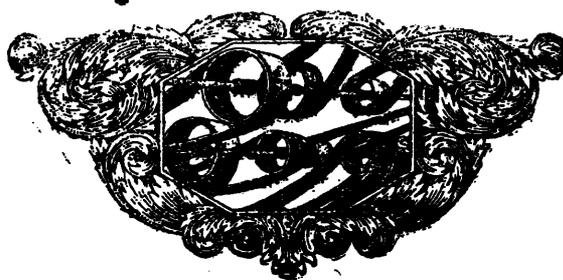
Les difficultés financières constituent maintenant pour la Russie — comme pour tous les grands Etats européens — le problème le plus grave et le plus urgent. C'est en vain que le onzième Congrès des Soviets a réclamé une réduction des émissions fiduciaires. Il a fallu dépenser des sommes énormes pour la préparation de la Conférence de Gênes, pour le transport des semailles interrompu par deux dégels successifs, pour les secours aux affamés. Il a fallu aussi entreprendre la révision du budget et, dès lors, vivre pour ainsi dire sans budget.

La compression des dépenses, la limitation des crédits accordés à certains commissariats, comme celui de l'Instruction publique, la réduction du programme économique, autant de palliatifs qui ne peuvent enrayer la dépréciation de la monnaie, ni permettre d'échapper à ses effets désastreux. La solution n'existe pas dans le domaine monétaire, mais dans l'économie générale, dans le relèvement de la production et dans l'obtention de crédits gagés par des concessions sur une partie des immenses ressources naturelles de la Russie (1).

Nous touchons ici à un des plus grands dangers qui menacent la Révolution Russe. La reprise des relations commerciales avec l'étranger, c'est une véritable guerre économique qui commence, plus redoutable encore que la pénétration économique. Malgré l'habileté de leurs adversaires sur ce terrain, les Russes affrontent résolument ces nouveaux dangers. La bourgeoisie sait fort bien que la Révolution Russe est le principal obstacle à l'offensive capitaliste mondiale et que, tant que la Russie est debout, la cause ouvrière n'est pas vaincue. Aux prolétaires de se souvenir que, aujourd'hui plus que jamais, l'avenir immédiat de la cause ouvrière est lié au sort de la Révolution Russe !

A. KER.

(1) L'*Ekonomitscheskaja Zizn* a préconisé l'introduction d'un papier-monnaie stable, échangeable au cours du jour contre des billets ordinaires. Cet organe reproche aussi à la Banque d'Etat d'avoir établi jusqu'à présent ses opérations en roubles-papier, il demande la tenue d'une double comptabilité : en roubles-or et en roubles-papier, comme étant le moyen de connaître la véritable situation économique et d'échapper aux ficelles et aux illusions de la monnaie de papier. Un savant expert-comptable français, M. Delavelle, vient de proposer l'emploi d'une comptabilité basée sur un principe analogue.



JEAN JAURES

Histoire Socialiste de la Révolution Française

8 volumes in-octavo, illustrée de nombreuses gravures d'après des documents de l'époque.

Le volume : 15 francs. Franco : 15 fr. 50

Edité par la librairie de l'Humanité,
142, rue Montmartre, Paris (2^e)

L'Opposition ouvrière devant la Conférence de Moscou

L'opposition ouvrière dans le Parti russe

L'opposition ouvrière, née dans le Parti bolchevik au cours de la Révolution, atteint son apogée en 1921, au 10^e Congrès du Parti.

Dans ce congrès, ses critiques furent entendues : elles ne différaient d'ailleurs pas essentiellement des critiques faites par le Comité Central du Parti lui-même. Les résolutions votées furent appliquées dans la mesure du possible.

Malgré cela, l'opposition ouvrière ne désarma pas. Bien que possédant un représentant, Chliapnikov, au Comité Central du Parti, elle fit distribuer une lettre signée de 22 noms aux membres de l'Exécutif élargi, lettre dans laquelle elle exprimait ses doléances. Le Comité Central du Parti russe évoqua officiellement la question devant la Conférence, qui avait déjà résolu les conflits intérieurs des partis hongrois et français.

Une Commission internationale fut nommée, où siégeaient Zinoviev, Kolarov, Clara Zetkin, Vuletsky, Kreibich et notre camarade Cachin.

Cette commission, après avoir entendu pendant plusieurs heures les leaders de l'opposition ouvrière : Chliapnikov et Kollontai, vota à l'unanimité le rapport Kreibich.

Le rapport Kreibich, après avoir réduit à néant les accusations de l'opposition ouvrière, désapprouve celle-ci, l'invite à se soumettre à la discipline de son parti et conclut en disant : « Qui brise la discipline et l'unité du Parti russe trahit les intérêts du Parti et de l'Internationale Communiste. »

Devant la Conférence

Autour du rapport Kreibich, les débats s'engagèrent devant la Conférence. Ils furent marqués par les discours de Chliapnikov et de Kollontai pour l'opposition ouvrière et par le magistral discours de Radek, par lequel s'exprima le point de vue du Comité Central du Parti russe.

Chliapnikov reproche à Kreibich d'avoir mal compris les arguments développés en français devant la commission et d'avoir voulu faire le procès des 22 signataires de la lettre de l'opposition. Chliapnikov ne parle qu'en son nom personnel. Et si la Conférence veut se prononcer, elle ne pourra le faire qu'après avoir entendu successivement les 22.

Chliapnikov a voulu attirer l'attention de la Conférence sur trois points d'une importance capitale pour l'avenir du Parti russe :

1^o Il y a menace de rupture entre le Parti et le prolétariat ;

2^o Il y a, dans le Parti, une diminution inquiétante de l'influence du prolétariat qui détermine un affaiblissement du rôle de celui-ci dans l'Etat ;

3^o Le Parti ne compte plus que de 40 à 60 % d'ouvriers, et sur 35 secrétaires fédéraux, trois seulement sont des ouvriers. Cela aboutit à une déformation sociale du Parti qui ne reflète plus exclusivement les aspirations de la classe ouvrière.

Chliapnikov propose, pour remédier à une telle situation, de favoriser l'influence qui doit être dominante dans le Parti des éléments prolétaires, de chercher à rapprocher les prolétaires de l'Etat et enfin de ne pas confondre le centralisme nécessaire avec la pratique des persécutions contre la minorité.

Chliapnikov ajoute : « Nous ne sommes pas une fraction organisée, nous ne transportons pas nos critiques à l'extérieur, nous ne pensons pas que le fait de nous adresser à la Conférence puisse permettre de nous accuser de donner, par nos critiques, des armes aux mencheviks. Au 10^e Congrès, Zinoviev a reconnu le bien-fondé de la plupart de nos critiques, Nous ne sommes pas en opposition violente avec le 10^e Congrès. Nous voulons seulement en faire appliquer les décisions. Nous sommes disciplinés ».

Chliapnikov conclut en disant : « Si vous voulez juger, commencez par étudier ». Il demande le renvoi du rapport Kreibich devant le Comité Exécutif ordinaire pour complément d'étude.

C'est maintenant le tour de Kollontai. Voici, en quelques paragraphes, le résumé de son intervention :

1^o Quand nous avons parlé de la bureaucratie à la commission, Kreibich n'a pas bien compris. Nous savons que l'on a tenu compte de nos critiques du 10^e Congrès et que cette question est à peu près résolue ;

2^o Pour illustrer nos autres critiques, nous avons pris deux exemples seulement : il ne faudrait pas en conclure, comme le fait Kreibich, que nous n'avions pas d'autres faits à invoquer ;

Nous avons dit : « Pour le front unique, comme pour l'impôt en nature, comme pour beaucoup d'autres questions, les décisions arrivent comme par surprise sans que le Parti ait été consulté » ;

3^o Nous pensons que le déplacement des fonctionnaires du Parti ou des institutions soviétiques a été utilisé comme un moyen de pression contre l'opposition ouvrière. Ce système est contradictoire avec les statuts du Parti, nous protestons contre lui ;

4° Si nous nous adressons à la Conférence, c'est parce que nous ne sommes plus dans une Internationale de partis autonomes et que les affaires du Parti russe, comme les affaires de tous les partis, sont les affaires de l'Internationale.

Tous les exemples que nous avons pris montrent que ce ne sont pas les décisions du 10^e Congrès que nous critiquons, mais leur non application. Le Comité Central du Parti fait plus de critiques que nous, dit-il ; mais, en fait, rien n'est changé. Quand nous critiquons la non application des décisions, nous sommes suspectés. Le fait que 22 camarades demandent à être entendus de vous montre que, dans le Parti, il y a quelque chose qui ne marche pas ;

5° On nous dira peut-être : « Adressez-vous au Congrès de votre parti, d'abord ». Mais ce que nous critiquons, c'est justement le manque de garanties dans l'application des décisions de congrès. Voilà pourquoi nous nous adressons à la plus haute instance de l'Internationale, à cette Conférence dont l'autorité peut influencer utilement le Comité Central du Parti russe.

Si nous avions voulu une rupture, nous aurions pu porter nos critiques devant les masses ouvrières. Cela, nous ne le voulons pas. Nous venons à la Conférence dans un esprit d'unité. Nous demandons le renvoi du rapport Kreibich devant l'Exécutif ordinaire, comme signifiant que le cri d'alarme que nous avons poussé a été entendu de la Conférence Internationale.

Le Comité central du Parti

C'est Radek qui intervient pour exposer le point de vue du Comité Central du Parti russe. Sa riposte à Kollontai fut décisive et emporta les dernières hésitations de ceux qui avaient pu prêter une oreille complaisante aux plaintes de l'opposition ouvrière.

Radek est d'accord avec Kollontai sur un point seulement : pour dire que les affaires du Parti russe sont des affaires très importantes pour l'Internationale tout entière.

« La Commission a fait un travail consciencieux : elle a entendu Chliapnikov et Kollontai pendant plus de trois heures. La Commission s'est attachée à examiner le détail des griefs formulés.

Kollontai se prétend disciplinée. Mais, l'année dernière, elle a publié un pamphlet qui a été reproduit par le K. A. P. D. et qui a alimenté les campagnes de la presse mencheviste et de la presse blanche.

L'opposition a diminué la valeur de son travail en rapetissant le débat à des questions de second plan.

Pour juger exactement ce que c'est que l'opposition ouvrière, il faut lui demander ce qu'elle pense de la nouvelle politique.

Si la Commission avait demandé : « Est-ce que la politique du Comité Central est bonne ? », l'opposition ouvrière aurait dû répondre : oui.

En présence de ce fait dominant, toutes les critiques de détail passent à l'arrière-plan.

L'opposition ouvrière se prétend brimée. Cependant, quand Lénine a parlé d'exclure Chliapnikov, Radek s'y est opposé, et c'est son avis qui a prévalu. On a pensé qu'il valait mieux chercher à convaincre l'opposition ouvrière. Cela ne ressemble nullement à de la persécution.

L'opposition ouvrière reproche au Comité Central de prendre des décisions sans avoir suffisamment consulté le Parti.

Pour ce qui est du front unique, ce sont plutôt les autres partis qui pourraient se plaindre de n'avoir pas eu assez de temps pour examiner la question. Ils ne le font pas, car ils comprennent que ce sont les événements qui, parfois, en se précipitant, obligent à prendre des décisions rapides.

Pour ce qui est de la nouvelle politique, il ne faut pas raisonner dans l'abstrait. L'impôt en nature fut substitué aux réquisitions au moment de Cronstadt. Cronstadt fut un écho du mécontentement paysan contre les réquisitions. A ce moment, c'était une question de vie ou de mort pour la Révolution que de changer immédiatement et radicalement la politique économique envers les paysans. C'est ce que nous avons fait, dit Radek, et ainsi nous avons liquidé Cronstadt.

Un ancien général blanc, au courant des nécessités révolutionnaires, a dit, à cette occasion : « Seul le Parti Communiste russe, seul un gouvernement révolutionnaire, pouvait ainsi changer radicalement sa politique en moins de 24 heures ». Et il a ajouté qu'en face d'un tel événement, il comprenait pour la première fois la doctrine marxiste.

La décision prise a été ratifiée par le Congrès. Il était impossible à un tel moment de discuter une année devant le Parti avant de prendre une décision. Celui qui n'admet pas cela ne comprend rien à la Révolution. »

Radek continue :

« Bobst (de Suisse) prétend qu'il est bon pour tout gouvernement d'avoir son opposition. J'approuve entièrement sa thèse pour le Conseil National suisse : c'est un moyen de réveiller les députés endormis.

« L'opposition, si elle menace les intérêts vitaux de la révolution, nous la combattons s'il le faut les armes à la main.

« L'élection libre aux Soviets, en face des intrigues et des complots de la contre-révolution, est souvent une revendication contre-révolutionnaire. Notre prolétariat est fatigué incontestablement par cinq années de révolution, par cinq années de sacrifices héroïques. Il peut, dans un moment de lassitude, lâcher le drapeau rouge. Nous devons stimuler le prolétariat. La bourgeoisie n'a pas abandonné la partie. Avec la nouvelle politique, elle va essayer de combattre à nouveau. Aussi, à l'intérieur, plus que jamais, il faut un régime révolutionnaire sévère.

« Que l'opposition dise si notre politique est bonne ou mauvaise. Derrière Chliapnikov et Kollontai, il y a de bons travailleurs, fatigués de la lutte et qui croyaient à des résultats plus rapides. Si nous

ne sommes pas plus avancés dans notre travail de construction socialiste, c'est la faute du prolétariat mondial, qui nous laisse nous débattre presque seuls dans mille difficultés que la Révolution russe ne peut pas résoudre isolément.

« On nous dit « Le régime peut s'adoucir : il n'y a plus la guerre ». Mais nous savons que les ennemis sont dans la place. La bourgeoisie internationale cherche à nous étrangler par l'intermédiaire de notre petite bourgeoisie. Dans ces conditions, il n'est pas possible de désarmer, même à l'intérieur.

« Chliapnikov est dans le Comité Central ; il peut y défendre son point de vue. Mais pas de fractions. En pleine révolution, la lettre des 22 est un véritable coup de poignard dans le dos. L'opposition ouvrière n'oppose rien de constructif à notre politique. Par ses vaines critiques, elle diminue la résistance ouvrière, déjà affaiblie par cinq années de souffrances.

« Dans la salle voisine de celle où siège la Conférence, dans un moment difficile pour la Révolution, Kollontai a dit à Trotsky : « Le temps de la scission n'est pas encore venu ».

« Aujourd'hui, la lettre des 22, répandue un peu partout, va, aux environs de la Conférence de Gênes, alimenter la propagande de nos ennemis. Elle va être l'aliment de toutes les campagnes contre-révolutionnaires. Dire que le Parti Communiste n'a plus derrière lui les ouvriers, c'est faux, et c'est contre-révolutionnaire. Si les gouvernements bourgeois traitent avec nous, c'est précisément parce que la masse ouvrière est avec nous.

« Nous sommes contre le renvoi de la motion Kreibich, motion qui nous donne toute satisfaction.

« Un délégué, qui ne se borne pas à connaître l'hôtel Lux, mais qui cherche à comprendre la situation de la Russie, doit savoir que ce serait démoraliser les ouvriers que de prêter l'oreille aux critiques stériles de l'opposition. Il faut voter le rapport Kreibich. Par là, l'Internationale tout entière dira au prolétariat, à tous les ouvriers : « Marchez avec votre parti, rassemblez-vous derrière lui ».

« Ceux qui ont lutté en Allemagne contre Noske savent déjà les terribles nécessités de la lutte les armes à la main.

« Des milliers de décisions doivent être prises rapidement, sans qu'on ait le temps de consulter le Parti. En quelques minutes, à quelques camarades, nous avons pris des décisions contre Denikine. Nous souhaitons des nécessités moins sévères dans les révolutions occidentales ; mais si un tel souhait se réalise, ce sera grâce au triomphe préalable des Soviets.

« Certes, nous avons commis des milliers de fautes. Nous pourrions en dresser une liste plus complète que ne pourraient le faire ceux qui nous critiquent. Mais ce qu'on ne peut pas nous reprocher, c'est d'avoir jamais manqué de décision.

« Il faut fermer les écluses de Chliapnikov et de Kollontai et les empêcher de troubler sans raison le prolétariat russe,

« Nous ferons tout pour grouper le prolétariat toujours plus étroitement autour de sa révolution. »

Après un rapide tournoi entre Radek et Kollontai, et après une brève intervention de Clara Zetkin en faveur de l'adoption du rapport Kreibich, un délégué ayant demandé la non-publicité des débats, Radek, au nom du Comité Central russe, déclare : « Cette discussion n'a pas une portée de conventicule. Après avoir vu l'opposition ouvrière à l'œuvre, nous ne sommes pas sûrs de ne pas voir la presse blanche utiliser contre nous ces débats déformés. Ces débats doivent être publiés : il faut faire entendre la voix de l'Internationale ».

Conclusion

L'opposition ouvrière est formée de camarades qui sont depuis longtemps dans le Parti et qui ont fait dans le passé tout leur devoir révolutionnaire.

L'opposition ouvrière se borne à reprendre les critiques formulées par le Comité Central du Parti, mais n'apporte aucune solution positive.

Elle méconnaît la nécessité vitale, pour la Révolution combattante, de la centralisation renforcée et de l'esprit de décision rapide.

Elle tente de dresser arbitrairement les ouvriers qui font marcher la machine gouvernementale de l'Etat prolétarien contre les ouvriers restés dans les usines.

Elle impute au Comité Central des responsabilités qu'il n'a pas. Sans doute, par exemple, la lutte contre la bureaucratie n'a pas donné tous les résultats attendus. Mais il ne suffit pas, pour faire disparaître la bureaucratie, de prendre des décisions de congrès, ni même de croire qu'elles sont toujours intégralement applicables. Chaque fois qu'il y a pénurie de produits, il y a pléthore des organismes de répartition. On peut, en Russie, réduire la bureaucratie, et de gros efforts ont été faits en ce sens : on ne la réduira au minimum que par l'augmentation de la production.

Par ses imprudences, l'opposition ouvrière a souvent donné des armes à la presse mencheviste et à la presse blanche.

L'opposition ouvrière est le reflet de la désillusion provoquée chez les travailleurs les plus accessibles au découragement par l'arrêt momentané du développement de la révolution mondiale, arrêt qui retarde la construction d'une économie socialiste, puis communiste, en Russie.

On se débarrassera de la nouvelle politique le jour où la Révolution, triomphant dans un pays industriel, il sera possible d'organiser, sur la base d'une économie socialiste, l'échange des produits agricoles avec les produits industriels.

L'opposition ouvrière mobilise la lassitude ouvrière autour de l'amour-propre déçu de quelques chefs non satisfaits du rôle joué par eux dans la Révolution.

L'opposition ouvrière est débilitante pour le prolétariat. Elle doit être énergiquement combattue.

Albert TREINT.

Après la Conférence de Berlin

Figurez-vous qu'un représentant des communistes doive pénétrer dans un local où les stipendiés de la bourgeoisie font de la propagande devant une assistance ouvrière assez nombreuse. Figurez-vous aussi que la bourgeoisie veuille nous faire payer assez cher l'entrée de ce local. Si le prix n'a pas été convenu à l'avance, nous devons naturellement marchander dans l'intérêt du budget de notre Parti. Et si nous consentons à payer trop cher, nous faisons indiscutablement une faute. Mais il vaut mieux payer cher — aussi longtemps du moins que nous n'avons pas appris à bien marchander — que renoncer à prendre la parole devant des ouvriers, qui constituaient jusqu'à présent l'auditoire « réservé » en quelque sorte, des réformistes, c'est-à-dire des amis les plus sûrs de la bourgeoisie.

Cette comparaison m'est venue à l'esprit en lisant dans la *Pravda* un télégramme de Berlin annonçant dans quelles conditions l'accord s'est réalisé entre les représentants des trois Exécutifs.

Nos représentants ont eu tort, j'en suis convaincu, de souscrire aux deux conditions suivantes :

1° Que le pouvoir des Soviets n'appliquera pas la peine de mort dans l'affaire des 47 socialistes-révolutionnaires ;

2° Que le pouvoir des Soviets autorisera la présence des représentants des trois Internationales.

Ce ne sont là que concessions politiques faites par le prolétariat révolutionnaire à la bourgeoisie réactionnaire. Si quelqu'un en doute, il suffit, pour faire justice d'un doute aussi naïf, de poser la question suivante : Le gouvernement anglais ou tout autre gouvernement actuel consentirait-il à laisser assister aux procès des ouvriers irlandais insurgés les représentants des trois Internationales ? Le gouvernement anglais ou tout autre gouvernement actuel consentirait-il à prendre l'engagement de ne pas appliquer à ses ennemis politiques la peine capitale ? Quelques réflexions sur cette question suffisent à faire comprendre cette simple vérité. Nous sommes en présence, dans le monde entier, d'une lutte entre le prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie réactionnaire. En l'occurrence, l'Internationale Communiste, qui représente l'un des deux camps, fait une concession politique à l'autre, à la bourgeoisie réactionnaire. Car nul n'ignore (sauf ceux qui voudraient dissimuler l'évidente vérité) que les socialistes-révolutionnaires ont tiré sur les communistes, organisé contre eux des insurrections, formé en fait, et souvent formellement, le front uni avec la réaction bourgeoise internationale.

Et nous demandons ce que nous a cédé en échange la bourgeoisie internationale ? A quoi il ne peut y avoir qu'une réponse : Rien.

Cette évidence ne peut être masquée que par des réflexions tendant à tromper les masses ouvrières sur la simple et claire vérité de la lutte des classes. Par l'accord que la délégation de la 3^e Internationale a signé à Berlin, nous avons déjà fait, sans compensation aucune, deux concessions politiques à la bourgeoisie internationale.

Les représentants des Internationales 2 et 2 1/2 nous ont, dans cette affaire, amenés à faire des concessions à la bourgeoisie internationale, tout en se refusant eux-mêmes à provoquer, ou même à tenter de provoquer la moindre concession poli-

tique de la bourgeoisie internationale au prolétariat révolutionnaire. Ce fait politique indéniable a naturellement été voilé par une habile diplomatie la bourgeoisie a pendant des siècles enseigné la diplomatie aux représentants de sa classe), mais le fait n'en est en rien modifié. Que les représentants des Internationales 2 et 2 1/2 aient été directement ou indirectement en liaison avec la bourgeoisie, la question n'a qu'une importance de dixième ordre. Nous ne les accusons pas de liaison directe. Ce qui nous intéresse seulement, c'est que, sous leur pression, l'I. C. a fait sans compensation une concession politique à la bourgeoisie internationale.

Qu'en faut-il déduire ?

D'abord que les camarades Radek et Boukharine et les autres représentants de l'I. C. se sont trompés.

En résulte-t-il que nous devons déchirer l'accord qu'ils ont signé ? Non. Ce serait, je pense, une conclusion erronée, et nous ne devons pas déchirer cet accord. Il nous appartient seulement de conclure que les diplomates bourgeois ont été cette fois plus habiles que les nôtres et que nous devons la fois prochaine — si le prix d'entrée du local n'est pas spécifié à l'avance — marchander et manœuvrer avec plus d'habileté. Nous devons nous donner pour règle de ne pas faire des concessions politiques à la bourgeoisie internationale (de quelque manière qu'elles fussent présentées par quelque intermédiaire que ce soit) si, d'autre part, elle ne fait pas de concessions politiques plus ou moins équivalentes à la Russie des Soviets ou à d'autres contingents du prolétariat international en lutte avec le capital.

Il se peut que les communistes italiens et qu'une partie des communistes et des syndicalistes français, adversaires du front uni, tirent de ces réflexions des conclusions contre la tactique du front uni. Ils auront manifestement tort. Si les fondés de pouvoir des communistes ont payé trop cher l'entrée d'un local dans lequel ils ont quelque possibilité, même minime, de parler à des ouvriers qui constituaient jusqu'à présent l'auditoire « réservé » des réformistes, nous devons tâcher de corriger cette faute une autre fois. Mais se refuser de rien payer pour entrer dans ce local fermé, assez bien défendu, c'eût été une faute plus grande encore. La faute de Radek, de Boukharine et de nos autres délégués n'est pas grande ; d'autant moins grande que nous risquons tout au plus que les ennemis de la Russie des Soviets, encouragés par les résultats de la Conférence de Berlin, n'organisent, peut-être avec succès, deux ou trois attentats contre des particuliers. Car ils savent maintenant à l'avance qu'ils peuvent tirer sur les communistes avec un certain nombre de chances de voir ensuite les conférences telles que celle de Berlin empêcher les communistes de tirer sur eux.

Mais, en tout cas, une certaine brèche est faite dans une enceinte fermée. En tout cas, Radek a réussi à montrer, ne serait-ce que devant une partie des ouvriers, que la 2^e Internationale se refuse à inscrire, parmi les mots d'ordre des manifestations, l'annulation du traité de Versailles. La grande faute des communistes italiens et d'une partie des communistes et des syndicalistes français, c'est de se contenter de ce qu'ils savent. Ils savent que les gens des Internationales 2 et 2 1/2

et aussi M. Serrati, Paul Lévi et *tutti quanti* sont les fondés de pouvoir les plus habiles de la bourgeoisie et les conducteurs de son influence. Mais les ouvriers qui le savent et le comprennent ne sont incontestablement qu'une minorité en Italie, en Angleterre, en Amérique et en France. Les communistes ne doivent pas se contenter de cuire dans leur propre jus : ils doivent apprendre, sans reculer devant certains sacrifices, sans craindre des fautes inévitables au début de toute besogne neuve et difficile, à pénétrer dans le local clos où les représentants de la bourgeoisie agissent sur les ouvriers. Les communistes qui ne veulent pas le comprendre et l'apprendre ne peuvent espérer la majorité ouvrière et retardent en tout cas, en la rendant plus difficile, la conquête de cette majorité. Ce qui est pour eux, comme pour tous les militants sincèrement dévoués à la révolution ouvrière, une chose tout à fait impardonnable.

Représentée par ses meilleurs diplomates, la bourgeoisie s'est montrée, une fois de plus, plus habile que les négociateurs de l'I. C. C'est la leçon de Berlin. Nous ne l'oublierons pas. Nous en

tirerons les conclusions nécessaires. Les représentants des Internationales 2 et 2 1/2 ont besoin du front uni parce qu'ils espèrent nous affaiblir en nous imposant des concessions excessives ; ils comptent entrer dans notre local gratuitement ; ils comptent convaincre les travailleurs par la tactique du front ou de l'excellence des raisons du réformisme et de l'erreur du révolutionnarisme. Nous avons besoin du front uni parce que nous espérons convaincre les travailleurs du contraire. Les fautes de nos représentants, nous les rejeterons sur les militants ou sur les partis qui les commettent ; et nous tâcherons d'apprendre à ne pas les répéter. Mais, en aucun cas, nous ne ferons retomber les fautes de nos camarades communistes sur les masses prolétariennes affrontant, dans le monde entier, l'offensive capitaliste. Pour aider ces masses à combattre le capital, pour les aider à comprendre le « mécanisme compliqué » des deux fronts dans la politique et l'économie internationales, nous avons adopté la tactique du front uni et nous l'appliquerons jusqu'au bout.

N. LENINE.

Les Perspectives du Front Unique

Nous ne savons pas encore, au moment où nous écrivons, tous les détails de la Conférence de Berlin. Pour autant que nous en sommes informés, il nous semble que Lénine a raison quand il parle de certaines concessions. Mais l'Exécutif ne pourra se former une opinion définitive qu'après avoir pris connaissance du rapport de sa délégation et de tous les documents les plus importants se rapportant à la Conférence de Berlin. En tous cas, on ne peut en douter, l'Exécutif ratifiera l'engagement conclu.

Ainsi de toutes façons un petit pas est fait. Les détails ne doivent pas nous masquer la vue des perspectives essentielles. Les situations concrètes d'une première conférence n'ont, somme toute, qu'une valeur épisodique.

Regardez au-dessus et au-dessous de vous, dirons-nous aux travailleurs de tous les pays. Pensez à ce qui se passe en bas parmi des millions d'ouvriers et d'ouvrières, parce qu'en définitive c'est cela qui détermine la véritable lutte politique et non les subterfuges des chefs de la 2^e Internationale et de l'Internationale 2 1/2.

Certes il n'est pas dépourvu d'intérêt de voir l'opportuniste le plus habile, Serrati, saisir au vol l'occasion de rétablir sa situation ébranlée aux yeux des révolutionnaires d'Italie et se présenter à Berlin à peu près comme un défenseur convaincu de la 3^e Internationale. Certes il est amusant d'observer Bauer et Frédéric Adler jouer avec le plus grand sérieux le rôle de spectateurs impartiaux de la grande dispute entre les Internationales rouge et jaune. Mais le pathos scénique du bourgeois déguisé Vandervelde qui continue à assumer le rôle d'un défenseur de la classe ouvrière fait naître chez tout travailleur conscient un sentiment bien défini. On ne peut s'empêcher de sourire quand on apprend que Vandervelde,

Paul Faure, Shaw, Wels, et d'autres « socialistes de la cour de S.M. le Capital » ont à la fin de la Conférence chanté l'Internationale. Ils ne l'ont donc pas encore tout à fait oubliée ? Mais ce ne sont là que détails et accessoires.

Regardez en bas, camarades ouvriers et vous comprendrez pourquoi les Vandervelde, les Scheidemann même, malgré leur haine mortelle de l'Internationale Communiste doivent entrer dans la voie (où tout au moins faire semblant d'y entrer) du front uni.

Jetons un coup d'œil sur les événements actuels dans les plus grands pays.

Que se passe-t-il en Angleterre ? A commencer par la grève des mineurs de 1921 pour finir par le lock-out de la métallurgie qui frappait le 25 mars dernier 700.000 ouvriers et par la grève et le lock-out des Chantiers de Constructions maritimes, qui, le 29 mars dernier, embrassaient 350.000 travailleurs, nous voyons toujours la même chose : sur toute la ligne le capital prend l'offensive pressant les ouvriers, diminuant leurs salaires, leur arrachant des droits élémentaires conquis au cours des années précédentes, au prix d'immenses efforts.

Passons à l'Allemagne. Le deuxième semestre de 1921 est rempli de grandes grèves défensives et de lock-outs. Du 2 au 9 février 1922 la grève des cheminots embrasse 800.000 ouvriers. Du 5 au 10 février, 70.000 travailleurs municipaux de Berlin interrompent le travail. Au cours de ces dernières semaines, c'est par dizaines de milliers que les métallurgistes, et d'autres industries, luttent par la grève, ou sont l'objet de lock-outs. Mêmes causes qu'en Angleterre : restriction du personnel, prolongation de la journée de travail, diminution des salaires.

En Tchéco-Slovaquie, tous les mineurs du pays

(200.000 environ), participent à la grève générale du 23 janvier au 10 février de cette année. C'est une action défensive contre la réduction des salaires. Groupe par groupe les travailleurs tchécoslovaques jusqu'aux employés de banques, doivent recourir à la grève pour résister à l'offensive capitaliste.

Et que se passe-t-il en France ? Du 16 août jusqu'en septembre 1921, la grève du textile entraîne 100.000 ouvriers. Cause : réduction des salaires. La grève des mineurs de Lille (20.000 hommes) a la même cause. Et ce n'est pas fini.

Même chose en Italie. En septembre dernier, les grèves du textile ouvrent la série des grands mouvements économiques.

La classe ouvrière reçoit coup sur coup. En Suède, en Norvège, au Danemark, en Hollande, dans tous ces Eldorados pacifiques de la bourgeoisie la situation des travailleurs n'est pas meilleure. Les événements dont l'Afrique du Sud est hier le théâtre et qui ont coûté des flots de sang à des grévistes achevant le tableau.

Les groupes les plus importants de la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique traversent en ce moment des épreuves décisives. Il semble que la bourgeoisie s'attaque à eux à dessein. Elle s'en prend aujourd'hui à un million de mineurs, demain à cinq cent mille cheminots, après-demain à cinq cent mille métallurgistes. L'une après l'autre ces masses entrent en lutte. Et toutes elles en sortent convaincues de l'impossibilité de défendre les droits élémentaires de la classe ouvrière, contre une bourgeoisie haineuse, vindicative et méchante qui ne manque aucune occasion de prendre sa revanche sans unir, sans rassembler en une masse formidable toutes les forces ouvrières.

Il va de soi que les défaites ouvrières auxquelles nous assistons démoralisent une partie du prolétariat. C'est à quoi tendent tous les efforts de la bourgeoisie et de ses « socialistes ». Mais par contre d'autres éléments prolétariens, les plus nombreux, se trempent et s'aguerrissent dans ces luttes, commencent à voir les choses sous un jour nouveau.

Et les poitrines de ces millions d'ouvriers qui ont traversé ou qui traversent d'immenses épreuves n'exhalent qu'un cri : *Travailleurs, unissez-vous contre le capital !* Ces ouvriers ne voient pas encore les conséquences politiques de leur nouvel état d'esprit. Mais ils feront demain un autre pas, *et ils seront après-demain des nôtres*. Et c'est pour hâter cette évolution que nous devons appliquer la tactique du front unique.

Regardez en bas, étudiez le procès qui s'accomplit dans les masses ouvrières d'Europe et d'Amérique, et vous comprendrez pourquoi Vandervelde et Scheidemann même n'ont pu se déclarer contre le front unique du prolétariat. La situation est trop grave. Les aspirations des grandes masses ouvrières sans parti à l'unité dans la lutte contre le capital sont si puissantes que la classe ouvrière répondra tout de suite à quiconque se permettra de dire : « Je suis contre le front unique » ; — « Débarrasse mon chemin ! »

C'est pourquoi la tactique du front unique a le

plus grand avenir, quels que soient les épisodes actuels et indépendamment du degré d'impudence et d'hypocrisie de tels ou tels chefs des Internationales de Vienne et de Londres.

Mais, dira-t-on, si nous nous rapprochons uniquement sur le terrain de la lutte économique, pourquoi ces négociations avec les dirigeants des partis politiques ennemis ? Il ne s'agit que d'action économique, objecte, par exemple, notre ami Bordiga. — Non, camarades italiens. N'avez-vous donc pas vu la grève des cheminots d'Allemagne ? Ces cheminots ne voulaient aucune action politique et étaient disposés défavorablement à l'action politique. Ils n'en ont pas moins fait, en réalité, *une grève politique* de première importance. La politique et l'économie se séparent aujourd'hui moins que jamais. Et c'est précisément pour démasquer les gens des Internationales 2 et 2 1/2 que nous devons leur poser la question des grands conflits économiques, à eux qui sont des chefs politiques. Ne serait-il pas excellent de mettre, par exemple, les chefs du Labour Party anglais en demeure de se prononcer sur le lock-out des métallurgistes ? Ne serait-ce pas arracher le masque aux gens de la 2^e Internationale ?

Le premier pas est fait. De sérieuses épreuves commencent pour chaque parti communiste. Chaque section de l'I. C. va devoir montrer de quoi elle est capable pour attirer à elle les masses et démasquer les dirigeants social-démocrates. De ce qui s'est passé à Berlin, il ne résulte ni union organique, ni même bloc politique. Il serait puéril de se l'imaginer. La Conférence de Berlin n'oblige aucunement les partis communistes à diminuer la vigueur de leur polémique contre les traitres de la classe ouvrière. *Aucunement*. Au cours des prochaines manifestations, les communistes doivent avoir leur pleine liberté d'agitation. *Montrez donc, camarades, que vous savez aborder les masses avec de nouvelles méthodes, que vous savez concrètement, dans la complexité des situations actuelles, frapper les traitres à leurs points faibles de telle façon que tout ouvrier, que toute ouvrière, se rende compte à l'instant que vous avez raison et que les chefs des Internationales 2 et 2 1/2 ont tort*. Voilà ce que nous demandons, maintenant, aux sections de l'I. C.

Le front unique n'est pas un lieu de réconciliation avec les chefs socialistes de Londres et de Vienne. Il n'entraîne pas l'atténuation des désaccords, ni des antagonismes. L'exemple du Parti Communiste allemand est d'ailleurs assez clair. Plus nos camarades d'Allemagne s'affermissent et plus leur lutte contre les partis des deux Internationales socialistes est ardente. Il en sera de même partout.

La tactique du front unique mobilise les masses ouvrières contre les capitalistes, c'est-à-dire aussi contre les chefs du socialisme de collaboration de classe. Ceux qui s'en rendent compte ne sont encore qu'une petite minorité, ils seront demain la classe ouvrière tout entière. L'unité ouvrière, contre le capital et contre les chefs traitres au socialisme, telle est la perspective du front unique. Aussitôt qu'elle s'ouvrira pratiquement devant nous nous pourrions dire que la victoire est proche.

G. ZINOVIEV.

La Conférence des Trois Internationales

La Conférence des Exécutifs des trois Internationales ouvrières qui s'était réunie à Berlin pour préparer la convocation d'un grand Congrès International de toutes les organisations ouvrières appelées à se dresser contre les desseins des forbans capitalistes rassemblés à Gênes, s'est séparée sans avoir pu se résoudre à convoquer ce congrès.

Au moment où les représentants des Etats capitalistes se réunissent à Gênes pour convenir d'un nouveau pillage européen, le prolétariat international n'a pas même l'énergie nécessaire à une manifestation unanime contre le capitalisme international.

Telle est la première constatation que nous devons faire, avec un profond sentiment de tristesse. En soulignant l'importance, il importe d'établir pourquoi le Congrès mondial des organisations socialistes est impossible. La résolution commune adoptée par les trois Exécutifs enregistre en ces termes la cause cet échec :

« Les délégués de la 2^e Internationale déclarent tenir pour impossible la convocation d'une Conférence Internationale au mois d'avril, c'est-à-dire pendant les travaux de la Conférence de Gênes. »

Ainsi les obstacles ne viennent ni de l'I. C., ni de l'Union des Paris socialistes de Vienne, et c'est l'opposition de la 2^e Internationale qui les crée.

Les mobiles de son attitude nous apparaissent clairement. Cette organisation d'une fraction du prolétariat s'est absolument refusée d'inscrire, parmi les mots d'ordre de la manifestation qui doit suppléer au Congrès mondial, celui de : *A bas la paix de Versailles !*

Comment expliquer ce refus ? Les trois plus grands partis de la 2^e Internationale sont : le *Labour Party* anglais, le Parti ouvrier belge et le Parti social-démocrate d'Allemagne. Nul ne doute de l'hostilité de ce dernier vis-à-vis de la paix de Versailles, qui n'est pas seulement un nœud coulant autour du cou du prolétariat allemand, mais constitue aussi une menace toujours suspendue sur la tête du gouvernement du Reich auquel participe la social-démocratie. Celle-ci manifesterait donc volontiers contre la paix de Versailles. Mais le *Labour Party* et le Parti ouvrier belge ne le lui permettent point, par égard pour les gouvernements de l'Entente — et de l'Allemagne. Accablé sous le faix de la paix de Versailles, le gouvernement allemand ne doit pas même y faire allusion à la Conférence de Gênes. Et de même qu'il se contente des promesses murmurées tout bas par l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, M. d'Abernoon, la social-démocratie se console dès lors M. Vandervelde, signataire, en qualité de ministre belge, de la paix de Versailles, parait envisager la possibilité d'une révision du traité.

N'osant combattre l'ancien traité de Versailles, la social-démocratie allemande ne peut pas non plus se déclarer dès le début hostile à la nouvelle paix de brigandage que l'on prépare à Gênes.

Tous les efforts de la social-démocratie allemande ont, pour cette raison, tendu à l'ajournement de la grande Conférence ouvrière internationale. A aucun prix, celle-ci ne devait se réunir pendant les négociations de Gênes. Peut-être en

été, disait-on. Tous les autres motifs invoqués pour justifier l'ajournement ne sont que des subterfuges. Lorsque la question du traité de Versailles fut posée devant les trois Exécutifs, les représentants de la 2^e Internationale déclarèrent, sous forme d'ultimatum, qu'ils quitteraient la conférence si on abordait cette question. Ajoutons qu'ils ne répétèrent cette menace à propos d'aucune autre question.

Sans doute, les délégués de la 2^e Internationale avaient aussi d'autres raisons de s'opposer à la prochaine réunion d'un Congrès mondial. Mais ce n'étaient certainement pas celles qu'ils donnèrent. Qui croira, par exemple, qu'un Wells s'y opposa par indignation des poursuites décidées en Russie révolutionnaire contre les socialistes-révolutionnaires ou de l'occupation de la Géorgie, à l'invasion de laquelle par les troupes allemandes, en 1918, il ne trouva rien à objecter ? Chacun sait, par contre, que la social-démocratie s'est obstinément refusée jusqu'ici, dans toutes les luttes économiques et fiscales, à s'asseoir à la même table que les communistes et à agir de concert avec ceux-ci pour diminuer les charges qui menacent d'écraser le prolétariat allemand. La peur de devoir déquiesce chez eux les conséquences logiques de l'unité du front international détermina aussi les social-démocrates allemands à souhaiter l'échec des discussions de Berlin. Les représentants du *Labour Party*, de leur côté, ne dissimulèrent point qu'ils redoutent le front uni avec les communistes, ceux-ci pouvant, au cours des grands conflits économiques, prendre pied dans les syndicats et y troubler, à la faveur de l'unité d'action internationale, la politique de la bureaucratie syndicale.

Le souci des intérêts capitalistes internationaux des pays victorieux, le souci de leur propre collaboration avec la bourgeoisie, le désir de reculer devant l'offensive patronale, l'appréhension que cette politique ne soit troublée par l'unité du front international, tels sont les motifs réels qui ont poussé la 2^e Internationale à faire échouer la Conférence de Berlin.

La 2^e Internationale a donc réussi à empêcher la convocation immédiate d'une assemblée prolétarienne internationale, mais — et c'est là le second résultat de la Conférence de Berlin — elle n'a pas réussi à réprimer les commencements, si timides qu'ils soient, de l'unité de front. Elle a dû donner son assentiment à la constitution d'un comité composé des représentants des trois Exécutifs et dont la tâche sera de préparer la convocation d'un Congrès mondial et d'organiser, s'il y a lieu, des conférences préalables. Elle a dû consentir à l'organisation, au cours du mois d'avril, de grandes manifestations internationales contre l'offensive capitaliste, contre la politique de brigandage des nuissances à Gênes, pour la reconnaissance de la Russie des Soviets, contre l'étranglement de l'Allemagne par les réparations.

Assurément, ce n'est pas grand-chose. Mais ce résultat minime n'a pu être obtenu que grâce au bloc spontanément formé de l'Internationale Communiste et de celle de Vienne. Le *Vorwaerks* a écrit à ce sujet, avec sa grossièreté coutumière, que la 2^e Internationale considérait la déclaration com-

mune de Vienne et de Moscou comme une marque de déférence de Moscou envers Vienne. Sans doute, la 2^e Internationale fera-t-elle à l'avenir, comme elle l'a déjà fait à Berlin, tout ce qu'elle pourra pour saboter les efforts résultant de l'impulsion donnée par la Conférence des trois Exécutifs. Celle-ci a néanmoins montré que le sabotage de la 2^e Internationale doit échouer infailliblement à la longue, pourvu que l'I. C. et que l'Union de Vienne défendent avec sincérité l'unité de front. Ce n'est évidemment pas parce que les Internationales de Vienne et de Moscou imposeront dans leurs votes leur majorité ; c'est parce qu'elles expriment les aspirations du prolétariat.

L'I. C. avait à dessein renoncé à inviter la Conférence de Berlin à adopter des résolutions grandiloquentes. L'I. C. se rend compte que les promesses les plus retentissantes de la 2^e Internationale ne valent pas le papier sur lequel on les écrit. Aussi n'en sera-t-il pas question ; il s'agit de la pression que les masses ouvrières exerceront sur l'Internationale de Londres et qui sera nécessairement de plus en plus pressante dans toutes les questions touchant aux intérêts immédiats de la classe ouvrière.

C'est à dessein aussi que l'I. C. s'est abstenue de reprocher à la 2^e Internationale les crimes dont elle s'est rendue coupable, pendant et depuis la guerre. Mais lorsque la 2^e Internationale entreprit de se créer des positions en attaquant l'I. C., notre délégation passa à une contre-attaque qui suffit à refouler l'adversaire assez loin pour qu'il n'osât plus provoquer un échec complet de la Conférence des trois Exécutifs.

La réserve de la délégation communiste sera probablement considérée par beaucoup de camarades comme une reculade. Nous ne l'ignorons point. Mais nous, nous disions : « *Nous représentons le prolétariat militant qui ne peut vaincre sans unir tous les efforts pour la défense de ses intérêts les plus urgents* ». Le prolétariat ne se ralliera pas autour de ceux qui feront le plus grand bruit à propos de choses passées ou à propos des revendications présentes. Il se groupera autour de ceux qui exprimeront avec le plus d'énergie sa volonté d'action unitaire. Il jugera les partis selon les actes et non selon les mots. C'est pourquoi notre réserve et notre modération rendirent notre attaque contre la 2^e Internationale particulièrement redoutable.

Nous avons montré que nous ne concevons pas le front uni comme la manifestation d'un jour, mais comme une action prolongée ; et plus nous serons calmes et réfléchis, mieux nous montrerons notre volonté véritable au prolétariat, et plus vaines seront les tentatives de la 2^e Internationale pour saboter le front uni, qui est le mot d'ordre de l'Internationale Communiste dans la situation historique actuelle.

Nous nous sommes déclarés disposés à nous associer même à ceux qui ont, pendant huit longues années, abandonné les intérêts du prolétariat. En persévérant fermement dans cette attitude, nous réussirons à former le front uni même contre la 2^e Internationale, si elle s'obstine à le saboter.

Tels sont les résultats de la Conférence de Berlin.

En nous assignant pour but la réalisation du front uni de la classe ouvrière, nous savions que cette idée ne vaincrait ni en une heure, ni en un jour, ni en un mois. En lançant l'idée d'un Congrès international, nous voulions ouvrir la voie vers la réalisation du front uni international. Cette voie s'avère momentanément impraticable. Mais l'idée de l'unité de front est déjà si forte que la

2^e Internationale, qui la repoussait avec dédain en 1921, lorsque le Parti Communiste allemand l'énonçait pour la première fois dans sa *Lettre ouverte* aux autres partis ouvriers, ne peut plus se livrer contre elle qu'à un travail sournois de sabotage.

L'idée du front uni commence à s'imposer et s'imposera.

Cette certitude, la Conférence de Berlin l'a confirmée, en dépit des maigres résultats acquis, dans l'esprit de tous les délégués communistes. Et nous n'attachons pas une mince importance au progrès de cette idée, ainsi mise à l'épreuve chez les représentants des différentes tendances de l'I. C. L'expérience qui vient d'être faite fera plus pour convaincre certains camarades de l'excellence de cette tactique que les plus longues discussions. Constatons-le, pour finir : la déclaration de la délégation communiste a été acceptée et signée par l'unanimité de nos représentants.

Karl RADEK.



Bibliothèque —

Communiste —

PARIS

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Allés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i>	0 40
BORIS SOUVARINE. — <i>La 2^e Internationale</i> .. épuisé	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> .. épuisé	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
... <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	épuisé
<i>Hommage à la République des Soviets par H. Barbusse, etc.</i>	1 25

En vente à la Librairie de « l'Humanité »

AU CONGRÈS DE MARSEILLE .

Discours du camarade Tasca

Je vous apporte l'opinion du Parti Communiste italien. (*Applaudissements.*) J'espère que vous aurez la bonté de tolérer la pauvreté de mes moyens d'expression et le très mauvais français dont je peux me servir ; mais j'ai un mandat à remplir de mon parti, je tâcherai de faire de mon mieux.

En ce moment, nous regardons avec beaucoup d'attention la situation du Parti Communiste français, parce que nous croyons que la France occupe dans le monde une place importante au point de vue social, le capitalisme français étant à la tête de la réaction, et qu'ainsi le devoir de votre Parti est très grave et très important.

Nous croyons nécessaire d'établir des rapports entre nous et vous, commandés par l'identité des situations des capitalistes des deux pays et des prolétariats des deux pays. Nous croyons de notre devoir et de notre intérêt de mettre en commun avec vous les tactiques et l'expérience que nous avons faite en Italie sur le terrain politique et syndical. En Italie, la situation du prolétariat n'est pas aussi bonne qu'elle l'était il y a deux ans ; il y a même un an, il faut le reconnaître, le premier devoir d'un communiste étant de dire la vérité.

Nous devons aussi vous dire que cela est dû non seulement à un phénomène international que vous connaissez aussi bien que moi, mais aussi à ce fait qu'il a manqué en Italie un Parti Communiste qui fût à la hauteur des événements. Après la guerre, nous avons assisté à une diffusion presque contagieuse de nos idées : les effectifs du Parti et des organisations syndicales se sont accrues d'une manière énorme. Ce qui est triste à constater aujourd'hui, c'est qu'à la puissance numérique et du Parti et des organisations syndicales, n'a pas pu correspondre une égale puissance dans l'action.

Nous avons, au Congrès de Bologne, en 1919, fait la révision de notre charte fondamentale, en mettant à la base de l'action du Parti des concepts inspirés de la Révolution russe. Tout était arrêté par la charte, même l'adhésion à la 3^e Internationale, que nous avons donnée. Alors, beaucoup de nous n'ont pas montré la valeur qu'ils auraient dû avoir, et le Parti n'a pas eu la sensation du devoir nouveau qui incombait à tous les militants. (*Applaudissements.*)

Nous avons cherché à pousser le Parti et les organisations à se rendre compte de la nécessité de transformer cette adhésion qui nous venait des foules, de transformer ces forces de mécontentement que la guerre avait déchaînées, en une adhésion concrète sur un programme d'action au moyen duquel le prolétariat puisse atteindre son émancipation par un effort méthodique et suivant une ligne de développement continue.

Nous avons cherché à donner un but concret aux aspirations des masses et même aux thèses du Parti. Nous avons été arrêtés parce que les centristes et les réformistes ont exploité, dans un sens mêlé d'opportunisme et de démagogie, l'adhésion à l'Internationale, les aspirations pseudo-révolutionnaires. Tout cela est resté en façade ; ils

ne se sont pas préoccupés de la transformation que cela devait apporter dans l'action du Parti, dans tous les domaines de l'activité syndicale et politique de la masse ouvrière.

L'occupation des usines en Italie

Au mois de septembre 1920, nous avons eu un événement vraiment historique en Italie, et puisque dans la motion du Comité Directeur rédigée par le camarade Dunois, il y a quelque chose qui se rattache au contrôle ouvrier et à l'occupation des usines, je crois utile de dire quelque chose sur ce mouvement.

Je ne puis maintenant en refaire l'historique, mais je peux vous affirmer en pleine conscience que si ce mouvement n'a pas abouti là où il devait aller, ç'a été faute d'un parti politique fortement organisé. (*Applaudissements.*)

Le mouvement d'occupation des usines a été décidé par la Fédération des Métallurgistes, fédération syndicale ; mais toutes les fois qu'une action économique a une large base, le mouvement perd aussitôt son caractère syndical et économique et prend un caractère politique. Il est arrivé que les dirigeants de la Confédération Générale du Travail ont bien compris le mouvement, mais ils ont fermé la porte dans un certain sens au Parti socialiste et surtout à la fraction communiste du Parti socialiste ; ils ont cherché à exploiter la force réelle de ce mouvement et à s'en faire un marchepied pour aller au gouvernement.

On se disputa pour savoir si le mouvement était de la compétence du Parti socialiste ou de celle de la C. G. T. Cela ne répond pas à la réalité. La vérité est que le mouvement était un mouvement politique, et il s'agissait de savoir s'il était politique de collaborer avec la bourgeoisie à une politique de mainmise sur les pouvoirs publics par la création de l'Etat ouvrier.

Chaque fois qu'un grand mouvement syndical et économique se déploie, le caractère politique s'en précise. Il était nécessaire que le Parti socialiste d'abord, communiste ensuite, s'organisât, de manière à éviter que le mouvement économique et syndical soit empêché d'atteindre le but qui lui était naturel.

Nous avons eu ensuite un arrêt dans l'action politique et syndicale ; les masses, qui avaient aperçu le but presque proche, se sont découragées. Ces faits ont coïncidé avec le déchaînement de la réaction mondiale, avec le chômage ; cela a rendu notre situation en Italie plus difficile qu'elle n'était auparavant.

Vous parlez du contrôle ouvrier, des comités d'usine ; ces choses sont à peine soulignées. Nous avons fait cette expérience qu'il n'est pas possible de faire du contrôle ouvrier dans l'usine sans que ce contrôle prenne bientôt, et sans même que les camarades et les ouvriers des usines le veuillent, un caractère politique, parce qu'il prend le caractère de la juxtaposition des ouvriers à l'intérieur de l'usine contre le pouvoir des patrons. Nous avons dû reconnaître sur cette question qu'il n'était pas possible de faire sérieusement du con-

trôle ouvrier sans préparer en même temps tous les militants communistes à comprendre que si l'on commence l'action par le contrôle ouvrier, cette action ne peut aboutir qu'à la lutte pour la conquête du pouvoir politique.

La motion semble proposer qu'en cas de lock-out du côté des patrons, on ait recours à l'occupation des usines. Nous ne pouvons pas dire, *a priori*, lequel est opportun, d'occuper ou de ne pas occuper l'usine. Bien souvent, cela se fait par la poussée naturelle des ouvriers. Il faut, pour éviter toutes les déceptions que nous avons connues, comprendre que l'occupation des usines est un fait important, puisqu'il donne d'une façon presque matérielle la sensation de la contradiction entre les tendances des producteurs prolétaires et celles des exploiters capitalistes. Et c'est là un fait capital qui se prête à la propagande de nos idées, mais un fait d'une valeur limitée parce qu'on ne peut tenir les usines — nous l'avons prouvé. Nous étions cependant dans l'usine avec des armes ; et même, avec cela, il était difficile de s'y tenir. Il ne faut donc pas considérer l'occupation des usines comme un moyen d'action révolutionnaire si ce mouvement n'est pas envisagé avec toute la gravité des conséquences qu'il comporte et n'impose pas au Parti une sérieuse préparation militaire. (*Applaudissements.*)

Au point de vue syndical, nous sommes sincèrement pour l'unité syndicale, et je dis au camarade Mayoux que l'action du Parti envers les noyaux communistes dans les syndicats a eu ce résultat de contraindre nos camarades communistes à rester dans les syndicats et à tolérer même que les syndicats fussent dirigés par des éléments contre-révolutionnaires, puisque nous avions la sensation nette qu'en travaillant sérieusement dans les syndicats, il était possible d'y établir un courant favorable à l'influence du Parti, des idées et du programme du Parti, et c'est là une chose essentielle. (*Applaudissements.*)

Lorsque nous disons à nos camarades communistes qu'ils doivent travailler dans les syndicats pour le programme communiste, nous ne pouvons nous en désintéresser. Le syndicat est un mouvement de vie, et dans la mesure où on participe à cette vie, on participe d'une manière régulière, méthodique, continue, à la tâche de notre Parti. Nous concevons que le Parti a le devoir d'exiger que les idées communistes prennent pied dans les syndicats d'une manière continue et régulière.

Je comprends bien que la situation chez nous est différente de celle de la France, notre mouvement n'ayant pas derrière lui une élaboration théorique aussi importante que celle du syndicalisme français, qui aboutit à Pelloutier et Sorel. Le syndicalisme italien est plutôt un résultat local, limité à certaines régions, à certaines zones, à l'action des dirigeants réformistes. Nous n'avons pas, en Italie, une position générale syndicaliste de la classe ouvrière.

Nous comprenons qu'en France vous vous trouvez dans des conditions différentes, et nous comprenons que vous avez le devoir d'orienter le mouvement ouvrier selon les conditions dont vous possédez la clé.

Je voudrais, en ce qui concerne le mot d'ordre du Parti, prendre un exemple : nous voulons conquérir la C. G. T., les syndicats n'y sont pas, puisqu'ils sont organisés dans une organisation différente (1).

(1) L'Union Syndicale (en perte sous l'influence anarchiste).

Quand nous avons dit : « Le mot d'ordre du Parti est celui de l'unité ouvrière, le Parti considère l'unité ouvrière comme l'une des conditions essentielles de la révolution », est-il possible qu'il s'en désintéresse et qu'il ne dise pas aux syndicats ce qu'il veut en vue de les réunir dans une unique organisation ? *C'est le mot d'ordre du front unique.*

Nous avons vu sous l'offensive patronale, sous les coups féroces et barbares, les communistes déclarer : « Nous ne voulons pas de sentimentalisme ». Mais il y a des millions de camarades italiens qui ont perdu complètement non pas le droit démocratique, mais le droit civil, le droit humain ; il y a des zones entières dans lesquelles nos camarades, qui ont dans le cœur l'espérance que la situation changera, ont dû donner la clé de leurs maisons aux gardes blancs appelés par le gouvernement, et n'ont plus la liberté de disposer même de leurs sentiments, dont tous les instants de la journée sont fixés, et qui, s'ils se rebellent, trouvent la mort. Des milliers de camarades ont été tués.

Nous avons vu que l'offensive capitaliste, dans les villes industrielles, cherchait à flétrir les camarades ouvriers, en les prenant syndicat par syndicat, usine par usine, et dans les campagnes, avec le fascisme.

Le Parti Communiste a eu immédiatement la sensation que le plus grand danger pour la classe ouvrière et paysanne était ce démembrement, cet isolement dans lequel se trouvait chaque groupe devant l'offensive capitaliste dans les villes et dans les campagnes. C'était un mot d'ordre. Nous avons dit : « Camarades, qui êtes dans les organisations, qui avez le bonheur de n'avoir pas rencontré la réaction patronale, cherchez à pousser ceux qui sont à la tête des syndicats à faire une action nationale pour reconstituer la lutte de classe, qui est maintenant impossible, étant données les conditions matérielles dans lesquelles vivent beaucoup de nos camarades. » Le Parti a eu raison de donner ce mot d'ordre. A Vérone, j'ai eu l'honneur de présenter la motion du Parti Communiste autour de laquelle nous avons recueilli les voix d'un demi-million de syndiqués.

Nous ne croyons pas que le Parti puisse et doive chercher à prendre sur ses épaules la responsabilité des actions syndicales, la responsabilité de la conduite des grèves : ce serait une grande faute. Mais, lorsque nous avons reconnu que certaines revendications, autour desquelles il était possible de galvaniser dans un certain sens les espérances et la volonté des masses ouvrières et paysannes, pouvaient constituer un moyen, le seul moyen de résister à la réaction capitaliste, nous n'avons pas cru dépasser notre mandat en cherchant à affirmer cette conception devant les masses, puisque nous croyons fermement que le Parti Communiste a le devoir de s'organiser d'une manière sérieuse et qu'il ne lui est pas possible de vivre sans de profondes attaches avec les masses.

C'est une sensation pratique de tous les jours que nous avons là. Nous savons très bien que si la révolution peut être organisée en un certain sens par le Parti Communiste, c'est seulement à la condition que le Parti Communiste multiplie ses attaches avec toutes les forces les plus variées de la vie ouvrière et se fasse le centre du mouvement qui réponde parfaitement aux besoins de la classe ouvrière même. (*Applaudissements.*)

Nous avons pensé que notre tactique réussirait à redonner à la classe ouvrière en Italie la position qu'elle avait. Nous devons avoir une poli-

tique ouvrière. S'il en était autrement, nous serions les premiers à en faire les frais, puisque notre politique tomberait sans aucun résultat et n'aurait aucun retentissement en dehors du petit cercle de notre Parti.

Dans le Congrès qui s'est tenu à Marseille en 1879, il y avait un camarade dont j'ai lu le discours, Jean Lombard, mort depuis, qui affirmait que le devoir principal de la classe ouvrière, sortie de l'expérience de la Commune, était de constituer un parti politique fort qui se proposât la tâche de créer l'Etat ouvrier. Nous croyons que cela est encore vrai aujourd'hui et l'est d'autant plus qu'à l'expérience de la Commune et de la guerre franco-allemande se joint une expérience plus générale comme celle de la Commune européenne et de la Révolution russe.

Nous croyons fermement que le syndicat est nécessaire, parce qu'il constitue l'antithèse formelle

et substantielle du patronat ; nous croyons le syndicat indispensable au processus révolutionnaire, mais nous croyons de même que le Parti est indispensable comme synthèse de toutes les expériences de la masse ouvrière dans les divers champs de son activité, expériences qui devront être dirigées pour constituer un bon appareil de combat, ayant ses points de repère dans toutes les manifestations de la vie ouvrière.

Lorsque nous aurons fait l'appareil, il serait nécessaire de le mouvoir dans les conditions possibles, c'est-à-dire dans l'unité ouvrière. Nous croyons aussi que l'appareil qui doit se mouvoir dans les conditions possibles créées par l'unité ouvrière et l'action syndicale, ne doit pas être une chose morte, mais doit être animé par notre volonté de faire notre devoir vis-à-vis de la révolution mondiale. (*Applaudissements prolongés.*)

LA TACTIQUE DES COMMUNISTES ALLEMANDS

Dans les mouvements révolutionnaires, il a toujours été très important et très difficile en même temps de lier l'action pour des buts actuels avec celle pour l'avenir et pour le but final. Un des premiers devoirs des révolutionnaires a toujours été de trouver des mots d'ordre susceptibles d'entraîner les masses dans la lutte immédiate, des mots d'ordre simples, compréhensibles, mais qui visaient en même temps au renouvellement total de la société.

Cette double tâche n'est pas moins difficile aujourd'hui que dans le passé. Elle est indispensable si nous voulons accomplir le devoir historique qui s'impose aujourd'hui à nous.

La tactique du Parti Communiste allemand nous donne un exemple d'une haute valeur dans ce sens. Elle nous démontre comment on peut mener la lutte pour des réalisations immédiates et la préparation aux batailles finales.

L'Etat allemand se trouve devant la nécessité impérieuse de prélever de nouveaux impôts. Il lui faut de l'argent, d'abord pour combler le déficit du budget intérieur et ensuite pour payer les réparations dues aux alliés.

La bourgeoisie allemande — cela va sans dire — cherche à faire supporter au prolétariat ce fardeau.

Les partis politiques du prolétariat, ainsi que les syndicats de la C. G. T. allemande, ont proposé la *saisie des valeurs réelles*. Les syndicats, dans leur proclamation du 15 novembre 1921, ont déjà fixé à 25 % le taux des prélèvements. Cette saisie des valeurs réelles est une sorte de participation directe de l'Etat à l'industrie et au commerce, c'est-à-dire à toutes les entreprises privées. Une partie de la propriété privée parvient aux mains de l'Etat, entraînant ainsi le contrôle possible de *totalité* de la propriété. C'est le cas, par exemple, pour une partie des actions des sociétés anonymes.

La question principale est maintenant celle-ci :

Que va faire l'Etat de cette propriété qu'il vient de recevoir ? Les chefs de la C. G. T. allemande ne se sont pas prononcés là-dessus : ils n'y ont répondu ni dans leur proclamation du 15 novembre, ni après. Aussi les social-démocrates n'ont-ils jamais parlé de ce grave problème. Il semble que, pour eux, il ne s'agissait que d'un nouveau bluff pour faire croire aux masses prolétariennes que les social-démocrates et les chefs syndicalistes ont la ferme volonté de lutter contre les impôts nouveaux.

Si l'Etat vend à l'étranger ses actions et autres titres de propriété pour payer les dettes des réparations, il ne fait qu'augmenter le gâchis économique de l'Allemagne en entr'ouvrant la porte aux capitalistes étrangers. Le prolétariat international — pas plus les français que l'allemand — ne retirera le moindre avantage de ces concessions de l'Etat allemand au capital étranger.

Les communistes défendent, comme les deux autres partis politiques du prolétariat, la saisie des valeurs réelles, mais avec cette grande différence qu'ils la prennent au sérieux et qu'ils la conçoivent comme le point de départ du *contrôle de la production par les organisations du prolétariat*. C'est là que doit aboutir nécessairement la saisie des valeurs réelles, si on la conçoit comme un moyen sincère vers le relèvement de la vie économique.

D'après les communistes, l'Etat doit avoir la possibilité — par la saisie des valeurs réelles — d'influer sur la direction de toutes les grandes entreprises, sur leur production, sur le caractère de cette production, sur son extension, sur les prix, enfin sur tous les points essentiels de la production allemande : Elle doit être le commencement d'une nouvelle organisation de la production d'après un plan commun : le commencement de la fin de l'anarchie capitaliste.

Les représentants de l'industrie privée, les représentants des organisations ouvrières comme

ceux de l'Etat dirigeraient en commun la production.

Une fois abordée cette nouvelle voie, il s'ensuivrait logiquement et conséquemment que la production nationale serait dirigée d'après un plan d'ensemble et serait réglée d'après les besoins de la grande majorité du peuple. Ce commencement d'une nouvelle organisation industrielle orienterait toute l'économie allemande vers le communisme.

Il est vrai, et personne ne le niera, qu'un tel arrangement se heurtera à des obstacles presque insurmontables et que les représentants de l'industrie — comme d'ailleurs ceux de l'Etat — s'opposeront par tous les moyens à cette mainmise sur l'industrie privée par des organismes jusqu'ici étrangers à toutes les affaires. Si on trouvait un accord, il ne pourrait être que passager et les contradictions et l'opposition entre les trois groupes de représentants surgiraient sans cesse. On peut même dire que la seule proposition de cette saisie des valeurs réelles voulue par les masses provoquera immédiatement une hostilité farouche de la part de la bourgeoisie.

Mais cette opposition n'est évidemment pas, pour les communistes, une raison pour renoncer à la saisie des valeurs réelles. Toutes les revendications susceptibles d'entamer les privilèges de la bourgeoisie ont toujours été repoussées par celle-ci. Et, en ce qui concerne les différences entre les trois groupes des représentants dans la direction de la production, on verrait justement, au cours de leurs débats et du développement de leur antagonisme, qui serait le plus fort. On verrait si ce sont les revendications du prolétariat qui prévaudront ou bien les principes de la bourgeoisie. Une série de grèves et de lock-outs éclateront, le prolétariat et la bourgeoisie entreront ainsi en pleine lutte.

Ce qui est d'une importance primordiale pour les communistes et les appelle à défendre la saisie des valeurs réelles et le contrôle de la production des grandes entreprises par les organisations prolétariennes, c'est que cette proposition s'attache directement à la solution d'un *problème actuel*, au besoin urgent de l'Etat de combler son déficit, à une question dont en ce moment tout le monde est préoccupé. Ces impôts nouveaux inquiètent les masses : la proposition de la saisie des valeurs réelles constitue une réponse claire et précise aux projets de la bourgeoisie, une réponse bien compréhensible pour tous les ouvriers, qu'ils soient communistes, social-démocrates ou simplement syndiqués ; c'est une revendication qu'a relevée la C.G.T. allemande, qui compte huit millions d'adhérents. C'est, en un mot, une revendication qui — mieux qu'aucune autre — est actuellement susceptible d'entraîner les masses prolétariennes dans une lutte importante.

Par cette lutte, le prolétariat avancera dans son chemin ou — s'il succombe — il apprendra quels sont les préparatifs indispensables pour conduire le combat à la victoire finale. Il fera ses expériences et apprendra ce qu'il ne pourra jamais apprendre que par cette lutte.

On objectera peut-être que cette tactique tend au capitalisme d'Etat. En effet, dans une certaine mesure. Mais ce sera un capitalisme d'Etat dans des conditions toutes particulières qui donnent une certaine influence, dans la direction de la production, aux représentants des organismes de la classe ouvrière. D'ailleurs, la transformation de la société ne se fera que par étapes et non pas

d'un seul coup. Et nous estimons qu'on peut considérer comme la première étape la saisie des valeurs réelles et la participation des organisations ouvrières à la direction de la production. Même victorieux sur toute la ligne, le prolétariat ne pourra s'emparer d'un seul coup de toute la propriété capitaliste. L'expropriation ne peut se faire qu'au fur et à mesure que la production sera réglée d'après le nouveau plan d'ensemble tracé par les organisations prolétariennes. Et cet œuvre de formation de la nouvelle production communiste exigera évidemment une assez longue période.

Si les communistes allemands ont lancé ce mot d'ordre, ce n'est pas parce qu'il a été longuement étudié dans les cabinets des théoriciens, ni parce qu'ils le considéreraient comme une panacée.

Mais une revendication s'applique mieux qu'aucune autre aux conditions actuelles de l'Allemagne. Là-bas, il s'agit de résoudre cette question : Est-ce le prolétariat qui va se charger du nouveau fardeau des impôts demandés par l'Etat, ou bien est-ce que le prolétariat doit lutter pour l'expropriation au moins partielle de la propriété capitaliste, par la saisie des valeurs réelles ? On ne peut évidemment pas douter de la position à prendre. Mais alors, ne s'ensuit-il pas logiquement qu'on aille quelques pas plus loin et qu'on instaure une lutte pour la *participation des organisations ouvrières à la direction de la production* ?

Les communistes ne peuvent se borner à répéter sans cesse et toujours la formule de la *dictature du prolétariat*, qui seule peut garantir l'affranchissement entier du prolétariat. Si juste qu'elle soit, elle ne peut se suffire à elle-même. Tant que la majorité du prolétariat n'est pas décidée à la lutte pour la dictature, nous sommes obligés de l'appeler à la lutte pour des buts d'une moindre envergure, contre les impôts, etc., pour des revendications actuellement mieux compréhensibles des masses prolétariennes.

Dans ces luttes partielles, le devoir impérieux des communistes est de marcher avec la masse, de combattre et souffrir avec elle et en même temps de critiquer l'insuffisance de ces luttes partielles et les fautes commises par eux-mêmes et par les masses et de brandir devant les prolétaires combattants le drapeau de la dictature de la classe ouvrière.

H. JAMIN.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro 1 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

LES "PRISONNIERS POLITIQUES"

Sans contredit, les classes possédantes ont des méthodes presque parfaites pour abêtir les classes exploitées et maintenir leur pensée en captivité. L'une des plus usuelles consiste à leur imposer des formules redondantes, absolument dépourvues de contenu positif et d'autant plus facile à employer dans tous les sens.

Le mensonge le plus cynique de notre époque (et le plus abêtissant) c'est sans contredit celui de la démocratie bourgeoise fondée sur la liberté, alors que le mot liberté ne signifie rien, — rien, — tant qu'on ne sait pas à quelle classe il s'applique.

Et toutes les autres idées si souvent invoquées par cette vieille prostituée, qu'est la presse bourgeoise, n'ont guère plus de sens. La *civilisation* n'est que celle de la bourgeoisie au pouvoir. *L'universalité des citoyens* évoque l'ensemble des usuriers et des banquiers, des rentiers et des spéculateurs, des curés et des catins, des galonnés et des ministres. Mais, — c'est ça l'important ! — ces mots sont sonores et l'on sait s'en servir à merveille. L'union des forbans capitalistes, baptisée « Société des Nations », s'impose au respect des esclaves. La *liberté de l'exploitation* dite *liberté* tout court permet de duper sans fin les exploités.

Il y a dans la société capitaliste un fétichisme verbal. Les mots dominent les hommes incapables d'en apercevoir le contenu réel. Ce qui fait que les choses les plus évidentes ne sont pas encore intelligibles pour bien des gens.

Dans l'actuelle campagne de diffamation contre le communisme et contre les Soviets il est fort question, par exemple, de « prisonniers politiques ». On demande ingénument :

« Quelle est donc la liberté chez les bolcheviks ? Il y a des centaines de prisonniers dans leurs prisons, — Ce sont des assassins et des bourreaux ! — Et leur hypocrisie va jusqu'à exiger des autres gouvernements une amnistie de prisonniers politiques qu'ils refusent chez eux à leurs victimes ! »

Il n'est pas vrai que nous demandons *en général* la libération des prisonniers politiques. Nous ne demandons pas à l'Allemagne l'amnistie des assassins de M. Erzberger. Au contraire, nos camarades allemands exigent leur arrestation. Mais ces assassins sont « libérés » par le gouvernement de M. Horner.

Cet exemple est typique. Le prolétariat veut la liberté des hommes qui défendent *sa cause*. Et il veut aussi le droit de mettre sous les verrous les hommes dont l'activité constitue un danger pour sa cause.

Aucun des socialistes des Internationales de Londres et de Vienne n'ose soulever la question de la libération des quelques réactionnaires qui sont ça et là prisonniers politiques et dont la détention est pourtant aussi une « violation de la liberté individuelle ». Car ces socialistes ne se soucient pas de s'afficher ainsi alliés de la bourgeoisie. Mais, n'osant défendre la liberté dans tous les cas sans exception, ils perdent leur position de principe et l'on doit constater qu'il s'agit uniquement dans ces sortes de questions de circonstances objectives et de considérations de classe.

Ici intervient le deuxième argument de nos adversaires : « que les bolcheviks emprisonnent d'anciens généraux, bon. Mais leurs victimes sont des socialistes qui ont pendant de longues années combattu l'autocratie ».

La réponse nous est facile. Le mot *socialiste* ne fait pas autorité — nous. Les dirigeants de la France impérialiste se sont appelés mieux que socialistes : radicaux-socialistes. Il y a en Autriche des socialistes chrétiens. M. le comte Keyserling se dit socialiste. M. Paul Lentsch, collaborateur zélé de la presse de M. Stinnes, est un bon socialiste comme Vandervelde, signataire du traité de Versailles ; comme M. Noske, comme le sieur Alexinsky et *tutti quanti*.

« Mais, dira-t-on, vos prisonniers ont un beau passé... »

Ah ! le bon billet ! Voyons un peu quels sont aujourd'hui quelques-uns des principaux leaders de la bourgeoisie ?

En France, M. Briand, l'ex-apôtre de la grève générale révolutionnaire. En Italie, M. Bonomi est un ancien socialiste et M. Mussolini, grand chef du fascisme assassin de prolétaires, est un ancien rédacteur de *l'Avanti*. Aux Etats-Unis M. Hughes est un ancien secrétaire de syndicat. En Russie, Bourtsev et Savinkov ont été, sous l'ancien régime, des terroristes redoutés ; M. Alexinsky, qui cire maintenant les bottes de Wrangel, est un ancien social-démocrate radical.

Les socialistes révolutionnaires de Russie représentent l'embryon d'un parti radical socialiste, à la française. Ils ont combattu les Soviets à main armée. Ils ont participé à toutes les campagnes contre-révolutionnaires (Youdénitch, Koltchak, Dénikine, etc.). Ils ont assassiné plusieurs d'entre nous (Volodarski, Ouritski), tenté d'assassiner Lénine, préparé des attentats contre Trotsky et Zinoviev, préparé l'empoisonnement — toujours pour la civilisation et la démocratie — de Lénine. Ils ont pactisé contre nous avec les français, avec les allemands, avec les tchéco-slovaques, avec les américains. Ils ont reçu des subventions de toutes les bourgeoisies, de tous les réactionnaires. Leur propagande actuelle contre le prolétariat révolutionnaire n'est pas autre chose que celle d'une chouannerie.

Et les mencheviks ? Mais d'abord ceux-ci font bloc avec les socialistes révolutionnaires. Ils nous ont combattu de même pendant la Révolution de novembre et après. Il suffit de rappeler que les mencheviks géorgiens ont fourni 30.000 hommes à Wrangel. Il est vrai que les rôles chez eux sont bien partagés, que Martov et Dane, éléments de gauche, sont responsables des échecs contre-révolutionnaires du menchevisme, siégeaient à la Conférence de Berlin, à la table des viennois, tandis que l'ancien ministre Tseretelli s'asseyait à celle de M. Vandervelde. Mais ces nuances nous importent peu.

Nous voulons le front unique contre le capital, mais en aucune façon contre le pouvoir des Soviets. Et le premier Etat prolétarien a le droit et le devoir de combattre avec toute la vigueur de son appareil de coercition, le front unique de ses ennemis. Certes, ce faisant, l'Etat prolétarien n'est pas humanitaire à la façon de la cléricaille bourgeoise ; certes, il n'a rien non plus de l'hypocrisie puritaine et se garde d'invoquer la liberté démocratique ; mais il ne s'inspire que de l'intérêt de la révolution en armes et du prolétariat mondial.

N. BOUKHARINE,

Au secours du Proletariat torturé

(Suite et Fin)

L'accusé Jean Néchitch, facteur, dresse un tableau saisissant de ses tortures en présence du préfet de police : « *Le juge d'instruction m'a dit : « Tu peux dire ce que tu veux, et moi j'écrirai ce qui me plaît ».* Une fois en présence des citoyens assistant à l'interrogatoire, j'ai déclaré qu'on ne m'avait pas lu l'acte et que j'ignorais son contenu. Alors, le magistrat me dit : « *On te le lira en bas ».* *Après quoi j'ai signé l'acte, craignant les pires supplices ».*

L'accusé Philippe Philipovitch, secrétaire général du Parti Communiste, déclare : « Je confirme entièrement les dépositions de Stéitch, Tchaki et Moiseche, en ce qui concerne leurs tortures. *Ils ont été couverts de meurtrissures et martyrisés.* Moiseche n'était pas conscient de ce qu'il faisait et il ne faisait que des signes de tête. C'était le même cas avec Stéitch. *Lors d'une de mes promenades dans la cour de la prison, j'ai vu plusieurs centaines de détenus la tête ensanglantée et le corps couvert d'ecchymoses.* Je pouvais voir cela parce qu'ils étaient nus à cause de la grande chaleur.

« Dans la chambre des femmes, j'ai vu la femme du général Komissaroff, une contre-révolutionnaire russe. *La joue gauche a été toute gonflée et déformée par les coups. On peut imaginer ce que fut le supplice des ouvriers et ouvrières si l'on se permettait de telles brutalités envers la femme d'un général ! »*

Accablants témoignages

La longue liste des témoins oculaires des atrocités policières confirme les dépositions des accusés et les dépassent encore par la généralisation des faits enregistrés et supportés de toutes les parties du pays.

Le témoin Nathalie Thoutitch, assermentée, déclare que la Préfecture de police, à Belgrade, était un véritable enfer

« *Je ne puis pas me rappeler les noms des martyrisés, que je ne connaissais pas, mais tout le monde y a été battu.* J'ai entendu torturer la femme de Tchaki. J'ai entendu ses cris et ses hurlements de douleur. J'ai vu un inspecteur de la Sûreté assommer, dans l'escalier, la détenue Juliette Lazarévitch. *Le sang a été maintes fois essuyé sur le plancher, dans la chambre du sous-lieutenant. On a battu un aveugle.*

« Je sais que Tchaki est devenu fou. Trois nuits durant, la prison ne put dormir à cause de ses cris.

« J'ai vu plusieurs fois du sang dans la chambre du sous-lieutenant Voukomanne. Une fois, quand j'y suis entrée, on frappait un Allemand, tout ensanglanté. *Une autre fois, on torturait un vieillard. Un jour, le sang est monté jusqu'à la porte de notre cachot ».*

Le témoin Miodrag Manoflovitch, ouvrier mécanicien, arrêté comme délégué des syndicats professionnels yougoslaves au Congrès de Moscou, déclare sous serment ce qui suit :

« Le 27 juin dernier, vers minuit, je fus arrêté

par quatre détectives dans ma maison. Amené à la Préfecture, dans la Chambre de Miša Biftek, sans être questionné, je fus impitoyablement torturé par les cinq inspecteurs. *Pendant trois quarts d'heure, on m'a frappé sans cesse à l'estomac.*

« Après, on m'a demandé à quelle date la révolution a été fixée. Puis, on m'a jeté dans la cheminée, où on m'a tenu jusqu'au lendemain pour subir un nouvel interrogatoire. Ceci étant fait on m'a rejeté dans la cheminée.

« *A la Préfecture, on a torturé et assassiné les détenus dans de telles proportions que les chefs de la police ne devraient pas un seul instant rester en liberté. Des masses d'ouvriers ont été arrêtés et pas un seul ne fut soustrait à ces tortures. On a frappé un groupe d'ouvriers avant qu'on leur eût posé une question ou demandé leur nom...*

Le témoin Eugène Lazarévitch, ouvrier, assermenté, déclare :

« A l'interrogatoire, le gendarme Miliane m'a frappé, avec une poignée de clefs sur la bouche et m'a coupé les lèvres. Il m'a frappé à la tête. Je suis tombé à terre, évanoui, après le quatrième coup. Quand je suis revenu à moi, je me suis aperçu que le sang me coulait des oreilles. J'ai demandé à consulter le médecin, mais le sous-lieutenant Voukomanne me le refusa, en disant : « *Nous sommes, pour vous, Dieu et la loi; vous mourrez ici, parce que vous êtes venus ici pour crever ».*

« J'ai vu les gendarmes frapper un vieillard, Dmitri de Kilinda, âgé de 62 ans, de façon si terrible qu'il a été longtemps évanoui. *J'ai vu les tortures de Tchaki et de beaucoup d'autres. LA PRISON DE LA PREFECTURE ETAIT UNE ILE DE MORT. AUSSI TERRIBLE QUE CELLE DE CORFOU ».*

Le vieillard Siméon Palinkache, âgé de 70 ans, témoin assermenté, fait valoir ses tortures au moyen desquelles on voulait lui extorquer des aveux mensongers. *Une fois, on l'a assommé avec deux coups de nerf de bœuf à la tête ; une autre fois, on lui a administré des coups de poing à la tête.* A la fin, on lui a offert 30.000 dinars pour qu'il ténogie contre les communistes.

Théodore Yetner, menuisier, témoin assermenté, relate, devant le tribunal, les tortures qu'il a subies à la préfecture. Un jour, on l'a introduit dans une chambre, où Moiseche était couché, évanoui. *On l'a assommé avec un tendon de bœuf, et après la torture, on l'a enfermé, avec Moiseche, évanoui, dans la cheminée. Ce dernier y a perdu la respiration, et lui, de crainte que Moiseche y pût mourir, a poussé des cris désespérés en réclamant qu'on sorte Moiseche agonisant, pourvu qu'on ne dise pas que c'est lui qui l'a étranglé.*

Jean Drobny, ouvrier, témoin assermenté, raconte les terribles tortures qu'il a subies, parce que la police l'a pris pour un certain Prohmil, émissaire bolchevik russe qu'elle recherchait.

Emile Orosse, ouvrier, assermenté, déclare avoir été journellement torturé par la police. *Pendant neuf jours, il a été enfermé dans la cheminée avec deux autres détenus et trois garçons, âgés de douze ans. Les enfants ont tout le temps poussé des cris*

de frayeur. Lui, il a été battu, à deux reprises, tout nu, et il en porte encore maintenant les meurtrissures. Tout cela était fait afin qu'il fasse un aveu sur les bombes et les armes.

Le défenseur des accusés, Raïko Jovanovitch, déclare, dans sa plaidoirie, ce qui suit :

« Vous avez entendu les récits des témoins et des martyrisés sur les tortures. J'étais aussi parmi eux. Je suis resté pendant vingt-six jours en prison sans mandat d'arrêt, et contrairement à la loi, je fus déporté pour trois mois en Dalmatie. J'ai vu beaucoup d'horreurs dans la prison de la préfecture à Belgrade. J'ai vu les malheureux, incarcérés dans les épouvantables cheminées. J'ai vu et entendu les horribles torçures de l'infortuné Tchagi ; la torture de Raphaïlovitch qu'on a tenu par les cheveux pendant qu'on tournait autour de lui. Une nuit, nous fûmes réveillés par de terribles hurlements. C'était la voix du docteur Radossavlévitch qu'on assommait parce qu'il avait tenté de se suicider. Michel Vitje a été torturé de la façon la plus bestiale. Moïseche a été pendant plusieurs jours demi-mort et agonisant. »

Il est impossible de continuer le récit inépuisable du Golgotha du prolétariat yougo-slave, son martyr étant si vaste et ses supplices si épouvantables. La classe ouvrière et les gens pauvres sont tombés aux yeux des gouvernants affolés plus bas que les esclaves de l'antiquité et les criminels de droit commun. Privés de tout droit de citoyens et d'hommes, ils sont condamnés, dorénavant, à servir uniquement d'engrais pour l'enrichissement rapide et la rapine de la bourgeoisie. Tout cri y est brutalement étouffé, tout geste cruellement réprimé ! La baïonnette et la mitrailleuse dans la rue, l'inquisition dans les cachots ! Le knout et la crosse de fusil sont devenus l'espoir suprême et le symbole du régime. C'est la nuit noire de la réaction, éclairée par les volcans de la brûlante passion populaire pour la liberté, pour la révolution prolétarienne.

L'horizon noir

Malgré le discrédit total du procès devant l'opinion publique et les réquisitoires formidables qu'ont dressés devant le tribunal les victimes de l'inquisition, contre le régime, les gouvernants ont poussé leur attaque contre le Parti Communiste au procès même par la pression ouverte — nous ne parlons pas de celle qui eut lieu dans les coulisses — sur la conscience des juges. Par la voix de la partie civile de l'accusation, ils adressent aux juges l'avertissement très net que la condamnation des accusés doit, malgré tout, avoir lieu. « Les juges sont les représentants du régime vis-à-vis duquel les accusés sont coupables. LES JUGES SONT DONC OBLIGÉS DE FORMULER UN VERDICT DANS L'ESPRIT DU RÉGIME ».

Après que l'accusation matérielle se fut effondrée et que les tortures des accusés eurent été établies, il ne resta plus que la doctrine et le programme du Parti Communiste à juger dans cet étrange procès. C'est toute la littérature socialiste et communiste, et surtout les 21 points de l'Internationale Communiste qui trouvèrent leur juste appréciation de la part des juges, « représentants du régime ». Comme aout principal de l'accusation contre la doctrine communiste fut souvent citée le « Manifeste » des dissidents, vaillants collaborateurs de la police pendant les grandes arrestations et persécutions des communistes. Même le travail parlementaire du groupe communiste y fut longuement débattu.

Et le jugement, le voilà ! Pour leur adhésion au communisme et leur travail communiste, contrôlé, dans son temps, par tous les organes de l'Etat capitaliste, les dix membres du comité exécutif furent condamnés à deux ans de réclusion, toute accusation matérielle contre eux ayant été rejetée.

Steitch, l'auteur de l'attentat, a été condamné à mort, et Tchaki, l'homme aux souffrances et martyr biblique, à vingt ans de travaux forcés, pour être innocent. Sava Nikolitch qui ne voulait pas devenir un bon agent provocateur de la police, aura à purger quatre ans de prison, tandis que les autres accusés ont été acquittés.

Ceci ne leur suffisant pas, les assassins au pouvoir poursuivent avec vigueur leur œuvre sanginaire. Immédiatement après le procès de Belgrade un pareil procès à Furla, en Bosnie, contre les grévistes mineurs, se termina par une condamnation à mort et plusieurs lourdes condamnations aux travaux forcés. Le 18 mars écoulé, ils ont assassiné le jeune révolutionnaire musulman Aliagitch, auteur de l'attentat contre le ministre Drachkovitch, assassin policier de la classe ouvrière. Au défi de sa propre constitution, excluant la peine capitale pour les délits politiques, la bourgeoisie yougo-slave a réclamé la tête du jeune héros ouvrier. Les gouvernants actuels, auteurs des sanguinaires attentats contre la dynastie serbe d'Obrénovitch et le couple de Ferdinand de Habsbourg, ont refusé la grâce au condamné avec ce motif d'un cynisme incroyable : « Que la justice se fasse ! »

Les abominables crimes de la réaction yougo-slave contre le prolétariat désarmé ne s'arrêteront certes pas de bon gré. Les hyènes capitalistes yougo-slaves ne s'effrayeront certes pas devant les aspects des ruines et les cimetières prolétariens qu'ils créent. Dans sa détresse écrasante, le prolétariat yougo-slave base ses espoirs de délivrance prochaine sur la solidarité du prolétariat mondial. Il attend une action puissante des masses prolétariennes en sa faveur. Une vague de protestations des masses ouvrières contre la rage de la terre blanche en Yougo-Slavie devrait submerger l'Europe et le reste du globe. Un puissant mouvement de boycottage devrait la suivre pour rappeler à la raison les gouvernants yougo-slaves affolés et les forcer au respect des libertés politiques et syndicales de la classe ouvrière.

Henry LEHMANN.

UNE VIE HUMAINE POUR 24 FRANCS

Chaque fois que vous versez
24 francs, vous sauvez la vie d'un
affamé russe. — NANSEN.

Cotisez-vous ! Souscrivez !

LA VIE ECONOMIQUE

L'offensive patronale contre les 8 heures en France

L'offensive patronale contre la journée de huit heures continue aussi bien dans la presse qu'au Parlement. Tout récemment, « l'Union des industries métallurgiques et minières » a adressé une lettre au président de la Commission du Travail de la Chambre pour protester contre l'attitude prise par M. le ministre du Travail devant cette Commission.

Les auteurs de la lettre avouent que l'« Union » avait consenti « à faire l'expérience de la journée de huit heures dans un esprit de conciliation et d'apaisement social », ayant fait créance aux déclarations des délégués ouvriers, ces derniers « ayant professé que la limitation de la durée du travail ne nuira pas à la production et même l'accroîtra ».

Comme l'on voit, c'est la peur inspirée par les mouvements ouvriers de 1919 qui a incité le patronat à la sagesse et à l'acceptation de la journée de 8 heures. D'autre part, les affirmations des délégués ouvriers lui ont permis d'espérer que ses bénéfices resteraient intacts.

Cependant, les espoirs des patrons ont été déçus : la production, à la suite de l'application de la mesure nouvelle, a diminué, le prix de revient a augmenté. L'Union prétend que la diminution de production ne peut être imputée à la mauvaise organisation du travail et à l'outillage périmé. « Le patronat n'a pas attendu la loi de 8 heures pour se préoccuper de ces questions », affirme-t-elle fièrement. Mais il n'est pas facile de remplacer du jour au lendemain un outillage coûteux et compliqué, surtout dans l'industrie moyenne et petite qui ne dispose pas de capitaux suffisants, et pour laquelle l'Union des grands patrons de la métallurgie et des mines se sent prise du coup d'une tendresse au moins inattendue.

La crise actuelle « a été surtout causée et en tout cas aggravée par les prix de vente excessifs des produits qui découragent la clientèle, aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger ». Comment remédier à cette crise ? Citons encore :

Qu'on ne dise pas, en présence de cette abstention des consommateurs, que la production est suffisante ; qu'on ne dise pas non plus, en constatant la marche ralentie des usines, qu'un allongement de la journée de travail apparaît comme inutile ; si ce raisonnement était exact, pourquoi ne proposerait-on pas de réduire à 6 heures la durée légale de la journée de travail lorsque, par suite de l'aggravation de la crise et de la hausse des prix, les commandes enregistrées n'en permettraient pas davantage ? La vérité est que jamais les besoins n'ont été aussi grands qu'aujourd'hui, mais qu'on ne pourra les satisfaire que lorsque les prix auront diminué. Cela ne peut être obtenu que par une production moins onéreuse et par un travail redoublé.

Et c'est pour ces raisons que l'Union demande qu'on lui accorde « pour une période qui ne saurait être inférieure à sept années un crédit spécial d'heures de dérogation, à raison de 300 par an », d'heures de « travail effectif et non des heures de présence ou de simple surveillance ».

L'aveu est précieux à retenir. D'ailleurs, il n'est

nullement contraire à la vérité : pour reconstruire son appareil de production, pour reconstituer ses stocks, pour reconquérir les marchés intérieurs et extérieurs, sans porter atteinte à ses bénéfices, en un mot pour rétablir dans toute son ancienne beauté le régime capitaliste ruiné par la guerre, la bourgeoisie ne peut recourir qu'à un travail redoublé des prolétaires et à une production moins onéreuse, c'est-à-dire à la baisse des salaires. Pour sauver le régime bourgeois abject, il faut que le prolétariat donne sa vie. Le voudra-t-il ? Toute la question est là.

Les impôts dans le régime capitaliste et la classe ouvrière

Si quelqu'un a pu jamais douter que les impôts quels qu'ils soient, établis par la société capitaliste, ne retombent en fin de compte sur le dos du prolétariat, nous nous permettons de lui soumettre, pour éclairer sa religion, le fait suivant :

Pour combler l'abîme insondable du déficit, le gouvernement polonais a fait voter un impôt extraordinaire sur les fortunes acquises. L'impôt ne doit être levé qu'une seule fois. La perception en vient d'être commencée.

Il pourrait sembler que ce tribut payé uniquement par les riches ou du moins par ceux qui possèdent un capital quelconque, ne devrait en aucune façon atteindre la classe ouvrière qui ne possède que sa force de travail et... ses chaînes.

En fait, la réalité est tout autre.

Du jour au lendemain, le coût de la vie augmente dans des proportions fantastiques. Les prix des denrées alimentaires, des objets d'usage courant subissent une hausse telle que la classe ouvrière se voit obligée à y répondre par une demande générale de relèvement des salaires, demande suivie, dans certaines provinces (en Roumanie, par exemple), de la proclamation d'une grève générale.

Avec une unanimité touchante, tous les mercantis répondent aux doléances des consommateurs par les mêmes paroles cyniques : « Vous ne savez donc pas que nous avons à payer un tribut extraordinaire sur la fortune ? »

Ainsi, c'est encore les larges masses populaires qui auront à acquitter ce nouvel impôt, ... comme elles payent déjà tous les autres...

M.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.